

93 MILLIONS D'OPÉRATIONS ENREGISTRÉES EN 2024

Le e-paiement se dynamise mais le cash reste dominant

L'Algérie franchit un nouveau cap dans la modernisation de ses paiements. Selon le rapport annuel 2024 de la Banque d'Algérie, l'activité du système automatisé de télécompensation interbancaire (ATCI) a fortement progressé, confirmant la montée en puissance des transactions électroniques, même si les retraits d'espèces continuent de dominer. P 3



GAZ ET HYDROGÈNE L'Algérie renforce sa place dans la stratégie énergétique européenne

Les dynamiques énergétiques entre l'Union européenne et l'Algérie connaissent un tournant. Selon le dernier rapport du Forum des pays exportateurs de gaz, les importations de gaz par gazoducs de l'UE ont reculé de 5 % en août 2025 par rapport à août 2024, tombant à 12,4 milliards de m³.

P 2

RAPPORT DU FMI SUR L'ALGÉRIE

**«Les perspectives
restent
globalement
positives»**

À l'issue de sa mission annuelle de consultations au titre de l'Article IV, le Fonds monétaire international (FMI) a livré une évaluation détaillée de l'économie algérienne, soulignant des perspectives à court terme favorables, mais une situation budgétaire préoccupante. La mission, dirigée par M. Charalambos Tsangarides, s'est déroulée à Alger du 16 au 30 juin et a permis des échanges approfondis avec les autorités économiques du pays.

P 3

ÉDUCATION, UNIVERSITÉ ET FORMATION PROFESSIONNELLE La rentrée 2025- 2026 au full digital

L'Algérie aborde la rentrée 2025-2026 sous le signe de la transformation numérique. Pour la première fois, toutes les inscriptions dans les cycles primaire, moyen et secondaire se font intégralement en ligne, marquant une étape décisive. Le même processus est désormais généralisé à l'université et à la formation professionnelle.

P 3

STELLANTIS EL DJAZAIR

**Signature d'un partenariat
avec l'entreprise algérienne
«Idenet»** P 2

RENTÉE SCOLAIRE

**Environ 12 millions d'élèves
regagnent dimanche les bancs
de l'école** P 5

BLIDA

**Réception de la totalité
du quota en eau dessalée
de la SDEM de Fouka avant
fin 2025** P 6

UFC

Lancement des cours à travers les différentes plateformes d’enseignement

L'Université de la Formation Continue (UFC) a annoncé, vendredi, dans un communiqué, le lancement des cours à travers les différentes plateformes d'enseignement pour les étudiants inscrits en première année universitaire 2025-2026, à partir de samedi. L'UFC précise que les étudiants peuvent accéder aux plateformes d'enseignement via les liens disponibles sur le site web officiel de l'université <https://ufc.dz>, en utilisant leur identifiant (année et numéro du baccalauréat) et leur mot de passe (date de naissance). "En cas d'impossibilité d'accéder aux plateformes, l'étudiant peut utiliser le mot de passe : 1012000", ajoute le communiqué. Pour les étudiants ayant réglé les frais d'inscription au cours de la semaine dernière, "ces derniers verront leurs comptes activés à partir de dimanche", précise la même source. Les nouveaux étudiants dans les spécialités Master en psychologie scolaire, Master en anglais Technique management et Master en langue anglaise, pourront payer les frais d'inscription au courant de la semaine prochaine.

STELLANTIS EL DJAZAIR
Signature d’un partenariat avec l’entreprise algérienne “Idenet”

Stellantis El Djazair a signé un partenariat avec l'entreprise algérienne "Idenet", versée dans le domaine des solutions de géolocalisation et de taximètres, et ce, afin d'équiper les taxis de solutions GPS et de taximètres, a indiqué vendredi un communiqué du groupe Stellantis. "Ce partenariat signé en marge de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) entre dans le cadre de l'engagement de Stellantis el Djazair à soutenir la modernisation du transport urbain en Algérie", ajoute le communiqué. A travers ce partenariat, "Stellantis El Djazair" confirme son soutien au développement de la sous-traitance automobile algérienne, dans le cadre de sa stratégie de "deep localisation", afin d'offrir des solutions innovantes adaptées aux besoins du marché algérien et de contribuer activement au renforcement de l'intégration industrielle nationale, précise la même source. A noter que l'entreprise "Idenet" fournit déjà les faisceaux intégrés dans les véhicules produits par Fiat à Tatraoui, selon le communiqué.

GAZ ET HYDROGÈNE

L’Algérie renforce sa place dans la stratégie énergétique européenne

Les dynamiques énergétiques entre l’Union européenne et l’Algérie connaissent un tournant. Selon le dernier rapport du Forum des pays exportateurs de gaz, les importations de gaz par gazoducs de l’UE ont reculé de 5 % en août 2025 par rapport à août 2024, tombant à 12,4 milliards de m³.

Par Selma R.

Pourtant, l'Algérie se démarque, conservant une croissance modeste de ses livraisons, confirmant son rôle d'acteur pivot. Sur les huit premiers mois de l'année, les flux cumulés par gazoducs vers l'Europe atteignent 96 milliards de m³, soit 9 % de moins qu'en 2024, et 48 % sous les niveaux d'avant-guerre en Ukraine. L'arrêt du transit du gaz russe via l'Ukraine fin 2024 a amputé le marché européen d'environ 15 milliards de m³ par an, contraignant l'UE à diversifier ses sources. Le GNL comble en partie ce déficit : ses importations ont bondi de 27 %, à 85 millions de tonnes (environ 115,7 milliards de m³). La France (15,4 Mt), l'Espagne (11 Mt) et les Pays-Bas (10,97 Mt) dominent ce marché. L'Algérie, elle, consolide sa place de deuxième fournisseur de gaz par gazoducs derrière la Norvège. Sa part a atteint 20 % en août, contre 60 % pour Oslo, tandis que la Russie, l'Azerbaïdjan et la

Libye se partagent le reste. Sur huit mois, ses exportations progressent de 2 %, soutenues par les livraisons à l'Italie (+1 %) et à l'Espagne (+3 %). Une performance d'autant plus notable que les volumes norvégiens, azerbaïdjanais et libyens reculent. Au-delà du gaz naturel, Alger se positionne dans un secteur en pleine structuration : l'hydrogène vert. L'Autriche, qui veut devenir un hub européen pour ce vecteur énergétique, inscrit l'Algérie et la Tunisie dans le projet stratégique du corridor sud de l'hydrogène. Cette future infrastructure reliera, à l'horizon 2035, les ressources renouvelables d'Afrique du Nord aux industries d'Europe centrale via l'Italie et l'Autriche. Pour soutenir ce virage, Vienne prépare un dispositif complet : 20 M€ de subventions destinées aux projets d'électrolyse, création de certificats d'hydrogène garantissant la conformité aux normes européennes, développement de capacités de stockage et renforcement des pipelines et cadre réglementaire clair. Pour l'Algérie, ces perspectives représen-

tent une double opportunité : consolider ses recettes issues des hydrocarbures et prendre pied sur le marché européen de l'hydrogène propre. Les investissements dans les énergies renouvelables (solaire, éolien) et les infrastructures de transport pourraient générer des chaînes de valeur locales, diversifier l'économie et renforcer les partenariats bilatéraux. Les analystes estiment que la demande européenne en hydrogène pourrait atteindre 20 millions de tonnes en 2030, dont une part croissante importée. En misant sur ses atouts géographiques et son potentiel solaire, Alger peut devenir un fournisseur clé, tout en accompagnant la transition énergétique européenne. La combinaison gaz naturel/hydrogène apparaît ainsi comme un pilier du nouveau dialogue euro-méditerranéen. En consolidant ses positions sur ces deux segments, l'Algérie sécurise ses débouchés et s'inscrit dans les priorités climatiques et industrielles de l'Europe, transformant un défi énergétique en moteur de croissance partagée.

ASSOCIATION ALGÉRIENNE DE LA SANTÉ ORALE-FONDATION ITALIENNE ENRICO MATTEI Signature d’un partenariat pour améliorer la formation en dentisterie

Par R E.

L'Association algérienne de la santé orale et de parodontologie (AOHP), basée à Oran, a annoncé, vendredi, la conclusion d'un partenariat avec la fondation italienne Enrico Mattei, en vue de mettre en place un programme de formation de haut niveau dans le domaine de la dentologie, a indiqué son président, Yacine Addi. " Nous avons récemment signé une lettre d'entente avec la fondation Enrico Mattei, afin d'organiser une série de

formations de qualité au profit des dentistes algériens ", a précisé M. Addi dans une déclaration à l'APS, en marge du Salon dentaire MDEX Expo qui se poursuit au Centre des conventions d'Oran. Selon lui, " plusieurs programmes de formation sont en cours de préparation avec des établissements de renom, notamment l'European Institute for Medical Studies (EIMS), relevant de la fondation, afin de normaliser et de labelliser les formations chapeautées par l'AOHP ". Ce partenariat ambitionne d'aligner la formation des praticiens algériens

sur les standards internationaux et de favoriser le transfert d'expertise, a-t-il expliqué. De son côté, le président de la fondation Enrico Mattei, Aroldo Curzi Mattei, présent au salon, a rappelé que la Fondazionei Enrico Mattei (FEEM) est un institut de recherche international à but non lucratif et non partisan, fondé en 1989, dont le siège est à Milan. Son nom rend hommage à Enrico Mattei, figure emblématique de l'industrie énergétique italienne et fondateur d'ENI. Enrico Mattei a également laissé une empreinte indélébile en Algérie

pour son soutien actif à la guerre de libération nationale. "La fondation œuvre à améliorer, par la recherche, la qualité de la prise de décision dans les secteurs public et privé, en particulier dans les domaines de la santé, de l'environnement et de l'énergie ", a-t-il souligné. En Algérie, la fondation Enrico Mattei, poursuit son président, compte contribuer, via ce partenariat, à faire progresser la formation dans le domaine de la dentologie, afin d'améliorer la prise en charge de la santé orale.

EXPOSITION UNIVERSELLE D'OSAKA

Poursuite des journées portes ouvertes sur la stratégie nationale de développement des énergies renouvelables et de l’hydrogène vert

Les journées portes ouvertes sur la stratégie nationale de développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert se poursuivent au niveau du stand de l'Algérie à l'Exposition universelle d'Osaka "Expo 2025" (Japon), dans le cadre de la semaine "Avenir de la terre et biodiversité", qui se tient du 17 au 28 septembre en cours. Des

experts du ministère des Hydrocarbures et des Mines ainsi que du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables ont présenté aux visiteurs du Japon et d'autres pays, les potentialités énergétiques dont dispose l'Algérie, et leur ont exposé ses efforts visant à diversifier ses sources énergétiques. Dans ce cadre, des explications détaillées ont été fournies sur

les fondements de la stratégie nationale de développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert, tout en mettant en exergue les réalisations accomplies dans ce sens, notamment dans le cadre du programme national des énergies renouvelables visant à produire 15.000 MW de ces ressources à l'horizon 2035.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M’hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

93 MILLIONS D'OPÉRATIONS ENREGISTRÉES EN 2024

Le e-paiement se dynamise mais le cash reste dominant

L'Algérie franchit un nouveau cap dans la modernisation de ses paiements. Selon le rapport annuel 2024 de la Banque d'Algérie, l'activité du système automatisé de télécompensation interbancaire (ATCI) a fortement progressé, confirmant la montée en puissance des transactions électroniques, même si les retraits d'espèces continuent de dominer.

Par Sirine R.

Le système ATCI a enregistré 93 millions d'opérations de paiement en 2024, pour une valeur globale de 25 600 milliards de dinars, contre 75 millions d'opérations pour 22 958 milliards en 2023. Cela représente une hausse de 24,5 % en volume et de 11,5 % en valeur. La moyenne quotidienne atteint 371 000 opérations (102 milliards de dinars), contre 298 000 en 2023, selon les chiffres de la BA.

Les transactions par cartes bancaires (67,2 % du volume total) et les virements (23,4 %) confirment leur rôle moteur, reléguant progressivement les moyens classiques (chèques, effets de commerce). Toutefois, en valeur, les chèques télécompensés restent prépondérants, avec 21 597 milliards de dinars, soit 84,4 % des montants compensés, contre 7,6 % pour les virements inférieurs à un million de dinars. La fiabilité du système s'est améliorée : les rejets se limitent à 0,3 % des opérations (273 547 transactions, 618 milliards de dinars). Les effets de commerce, encore traités en format papier, concentrent l'essentiel des rejets (33,7 % en volume). Les transactions par cartes progressent de 34,8 % en volume, grâce aux efforts conjoints des banques et d'Algérie Poste.

La valeur des paiements sur TPE bondit de 45 % (40,6 milliards de dinars), tandis que les paiements sur internet explosent (+127,8 %, à 28,5 milliards). La valeur des instruments télécompensés dans leur ensemble progresse de 11,5 %. Cependant, le retrait d'espèces reste massif : il représente 82,8 % du volume et 90,9 % de la valeur des transactions monétiques interbancaires. Cette préférence pour le cash traduit la lente adoption des paiements électroniques auprès des commerçants et sur internet.

19,8 millions de cartes bancaires en circulation

La Banque d'Algérie recense 19,8 millions de cartes bancaires en circulation, dont 4,24 millions de cartes CIB (21,4 %) émises par les banques et 15,6 millions de cartes Edahabia (78,6 %) émises par Algérie Poste. Le nombre de cartes actives a bondi de 74,4 % à 79,6 %. Le parc monétique compte 3 942 DAB/GAB (+2,4 %) et 68 140 terminaux de paiement électronique (TPE) (+28,1 %). Malgré cette croissance, le ratio reste faible : seulement 291 cartes par TPE, ce qui limite les points d'acceptation. Le commerce en ligne progresse timidement : 582 webmarchands homologués fin 2024, contre

510 un an plus tôt.

De son côté, le paiement mobile, autorisé en intra-bancaire, enregistre 58 millions de transactions pour 43,6 milliards de dinars en 2024. Ce chiffre, qualifié de « prémisses encourageantes » par la Banque d'Algérie, montre que le smartphone pourrait devenir un levier décisif pour réduire la dépendance au cash.

Malgré ces avancées, l'usage des cartes reste essentiellement orienté vers le retrait d'espèces, et non vers le paiement. Les faibles taux d'utilisation sur TPE ou en ligne traduisent des freins culturels et techniques : manque d'équipement chez les commerçants, coût des terminaux, ou encore méfiance des usagers. Les autorités misent sur la modernisation des infrastructures, la multiplication des TPE et la sensibilisation des opérateurs économiques pour consolider la tendance. L'essor du paiement mobile, combiné à la croissance du e-commerce, pourrait accélérer l'inclusion financière et réduire l'économie informelle. En 2024, l'Algérie a confirmé son potentiel dans le domaine des paiements électroniques. Mais pour transformer l'essai et réduire la place du cash, il faudra poursuivre les réformes, renforcer la confiance et encourager l'adhésion des commerçants comme des consommateurs.

RAPPORT DU FMI SUR L'ALGÉRIE

«Les perspectives restent globalement positives»

Par Réda Hadi

À l'issue de sa mission annuelle de consultations au titre de l'Article IV, le Fonds monétaire international (FMI) a livré une évaluation détaillée de l'économie algérienne, soulignant des perspectives à court terme favorables, mais une situation budgétaire préoccupante. La mission, dirigée par M. Charalambos Tsangarides, s'est déroulée à Alger du 16 au 30 juin et a permis des échanges approfondis avec les autorités économiques du pays. Selon le FMI, l'activité économique a légèrement ralenti en 2024, avec une croissance de 3,6 %, contre 4,1 % en 2023. Cette décélération est largement attribuée aux baisses de production d'hydrocarbures décidées dans le cadre des quotas de l'OPEP+. Cependant, l'économie hors hydrocarbures reste dynamique, enregistrant une croissance de 4,2 %, confirmant ainsi le rôle moteur des secteurs non liés à l'énergie dans la création de valeur et d'emplois. Le rapport précise qu'en 2024, le solde courant est redevenu déficitaire, sous l'effet conjugué de la baisse des volumes exportés et du recul des prix du gaz. Néanmoins, les réserves de change demeurent confortables : elles s'établissent à 67,8 milliards de dollars, soit l'équivalent de 14 mois d'importations, offrant un coussin de sécurité appréciable pour l'écono-

mie. L'une des évolutions les plus positives concerne l'inflation, qui a chuté de 9,3 % en 2023 à 4 % en 2024. Cette amélioration reflète principalement la modération des prix alimentaires, mais l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) a également reculé. Le FMI considère que la politique monétaire a joué un rôle favorable, tout en restant accommodante au premier semestre 2025. Le rapport met cependant en exergue un point d'inquiétude majeur : le déficit budgétaire, qui s'est fortement creusé à 13,9 % du PIB en 2024, en raison de la baisse des recettes issues des hydrocarbures et de l'augmentation des salaires et des investissements publics. Selon le FMI, ce déficit devrait rester élevé en 2025, accroissant les besoins de financement de l'État et risquant de faire monter la dette publique à moyen terme. La mission recommande donc un ajustement budgétaire « progressif mais urgent » afin de reconstituer les marges de manœuvre et de réduire les vulnérabilités financières. Elle préconise l'élargissement de l'assiette fiscale, la rationalisation des dépenses et une réforme des subventions, qui permettrait de mieux cibler le soutien aux ménages vulnérables. Une plus grande flexibilité du taux de change est également conseillée pour renforcer la capacité de l'économie à absorber les chocs extérieurs.

Le FMI insiste par ailleurs sur la nécessité d'améliorer la gouvernance des entreprises publiques et de renforcer la transparence budgétaire. Il salue les avancées récentes : mise en œuvre de la loi organique budgétaire de 2018, création d'une unité de supervision des entreprises publiques au ministère des Finances et amélioration de la gestion de la liquidité bancaire.

À moyen terme, l'institution estime que la croissance pourrait s'accélérer si les réformes de diversification économique sont pleinement mises en œuvre. Elle encourage la poursuite des efforts visant à améliorer le climat des affaires, à développer le commerce en ligne et à simplifier l'accès au foncier pour les investisseurs privés. Le FMI appelle également à éliminer les barrières administratives et à garantir une concurrence équitable entre secteurs public et privé.

En conclusion, les services du FMI jugent que l'Algérie dispose d'atouts solides – des réserves de change importantes, une inflation maîtrisée et un secteur hors hydrocarbures en expansion – mais que la soutenabilité budgétaire demeure le principal défi à relever. La réussite de l'ajustement budgétaire et des réformes structurelles sera déterminante pour préserver la stabilité macroéconomique et soutenir une croissance inclusive et durable dans les années à venir.

ÉDUCATION, UNIVERSITÉ ET FORMATION PROFESSIONNELLE La rentrée 2025-2026 au full digital

Par Mourad A.

L'Algérie aborde la rentrée 2025-2026 sous le signe de la transformation numérique. Pour la première fois, toutes les inscriptions dans les cycles primaire, moyen et secondaire se font intégralement en ligne, marquant une étape décisive. Le même processus est désormais généralisé à l'université et à la formation professionnelle.

À l'antenne de la « Chaîne III » de la radio nationale, Djallal Bouabdallah, expert en transformation numérique, a souligné l'ampleur du système éducatif algérien. Avec près de 12 millions d'élèves et d'étudiants, il a précisé que la digitalisation d'une telle envergure nécessite des investissements considérables en infrastructures, en équipements et en réseaux sécurisés. Le virage numérique n'a pas été uniforme, mais les progrès sont réels. Le secteur de la formation professionnelle illustre cette dynamique : « En dix mois seulement, nous avons assisté à un changement total avec la généralisation des inscriptions en ligne et l'ouverture de plus de quarante nouvelles spécialités liées au numérique comme la cybersécurité, le cloud ou l'intelligence artificielle », a expliqué M. Bouabdallah. À l'université, la transition est également manifeste, l'inscription étant désormais entièrement digitalisée et les étudiants s'initiant au travail sur des plateformes LMS (Learning Management Systems) pour un enseignement hybride et flexible.

Cependant, des défis persistent. Si les nouvelles générations sont déjà immergées dans le numérique, les enseignants et formateurs doivent encore rattraper leur retard. « Nous distinguons deux catégories : ceux qui ont pleinement adopté le digital, et ceux qui restent attachés aux méthodes traditionnelles. Il faut investir dans l'upskilling (la montée en compétences) et le reskilling (la reconversion), pour donner à nos enseignants les moyens de maîtriser ces outils », a plaidé l'expert. L'autre défi est celui des infrastructures, car certaines régions souffrent d'un déficit de couverture, et le coût élevé des équipements menace l'inclusion numérique. La digitalisation soulève aussi des questions sur l'usage de l'intelligence artificielle par les étudiants.

Sur ce point, Bouabdallah a insisté : « Ce n'est pas l'IA qui remplacera l'humain, mais bien les personnes qui savent la maîtriser qui prendront le dessus. Il faut apprendre à encadrer ces outils, et non à les craindre. » Pour l'expert, la prochaine étape consiste à interconnecter tous les établissements autour d'un système d'information standardisé, garantissant transparence et équité. « Le numérique permet de tracer les actions, de disposer de statistiques fiables et d'évaluer objectivement. C'est un outil indispensable pour une gouvernance moderne de l'éducation », a-t-il affirmé.

En parallèle, il a plaidé pour un soutien accru aux startups et entreprises algériennes, capables de développer des solutions locales, afin de bâtir une souveraineté numérique. Enfin, M. Bouabdallah a appelé à une adaptation des programmes scolaires, souvent inchangés depuis des décennies. « Nous sommes en 2025 et nous visons l'horizon 2030. Il est urgent d'intégrer les outils numériques dans les contenus pédagogiques pour que nos élèves et étudiants soient en phase avec leur temps », a-t-il conclu.

La rentrée 2025-2026 confirme une tendance irréversible, où l'éducation s'ancre résolument dans l'ère numérique. Reste à assurer une transition inclusive, sécurisée et équilibrée, où la technologie demeure un levier de progrès sans effacer le lien humain essentiel entre enseignants et apprenants.

MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

Unification des programmes de prise en charge des troubles du spectre de l'autisme

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme s'attelle à unifier les programmes de prise en charge des personnes atteintes du trouble du spectre de l'autisme (TSA), une démarche qui s'inscrit dans une approche globale visant à renforcer la protection, la prise en charge et l'insertion de cette catégorie, a-t-on appris auprès du ministère. A cet effet, "une équipe regroupant des cadres du secteur de la Solidarité nationale et un groupe d'experts a été chargée d'élaborer le projet d'un programme pédagogique adapté, fondé sur des bases scientifiques pour la prise en charge des personnes souffrant de TSA ainsi que des projets de textes réglementaires relatifs à la création d'un centre national de l'autisme et de centres spécialisés pour la prise en charge des personnes atteintes de ces troubles". Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné, lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il avait présidée en juin dernier, la création d'un centre national et d'annexes régionales dédiés aux enfants atteints de TSA . La création du centre national de l'autisme intervient en concrétisation des axes contenus dans le plan national de l'autisme, portant l'élaboration et l'unification des mécanismes de prise en charge des enfants autistes. Le centre en question "sera chargé du volet inhérent à la formation et à l'élaboration d'études sur l'autisme", de "l'unification des interventions des secteurs ministériels et instances concernées, notamment en matière de diagnostic et de dépistage précoce, avec le développement et l'unification des programmes éducatifs et pédagogiques et des programmes de formation spécialisés".

RENTREE SCOLAIRE

Caravane de solidarité au profit des enfants issus de familles à faible revenu

Les Scouts musulmans algériens (SMA) ont lancé une nouvelle caravane nationale de solidarité pour la distribution de "packs scolaires" au profit des enfants issus de familles à faible revenu, à l'occasion de la rentrée scolaire (2025-2026). Baptisée "walk for school", cette initiative initiée en partenariat avec l'opérateur de téléphonie mobile (Djezzy), a été lancée, jeudi dernier, depuis la wilaya de Ghardaïa. Le choix de Ghardaïa reflète "la volonté de Djezzy et des Scouts Musulmans Algériens d'élargir la portée de cette caravane". A travers cette collaboration, les deux parties réaffirment leur "engagement durable en faveur de l'éducation et de la solidarité nationale, en soutenant les enfants défavorisés et en leur offrant les conditions d'une rentrée scolaire équitable".

REGROUPANT LES PRODUCTEURS DE CONTENUS ET LES AMATEURS DU NUMÉRIQUE

Le ministère de la Poste et des Télécommunications annonce une rencontre de concertation

Le ministère de la Poste et des Télécommunications organise le 23 septembre une rencontre de concertation avec les producteurs de contenus et les amateurs du numérique dans le cadre d'un espace ouvert propice à l'échange d'idées et à la conception d'une approche commune contribuant au développement du paysage numérique national. "Dans le but de soutenir le contenu algérien et pour encourager les initiatives créatives, j'ai l'honneur d'annoncer l'organisation d'une rencontre de concertation regroupant les producteurs de contenus et les amateurs

du numérique pour créer un espace ouvert propice à l'échange d'idées et à la conception d'une approche commune à la hauteur de nos aspirations", a écrit le ministre de la Poste et des Télécommunications Sid Ali Zerrouki, sur son compte sur les réseaux sociaux. "Je coprésiderai personnellement cette rencontre avec le ministre de la Communication afin d'en faire une véritable opportunité de dialogue et d'action commune

pour développer le paysage numérique national", a ajouté M. Zerrouki. Le ministère de la Poste et des Télécommunications appelle tous les producteurs de contenus désirant participer à ce rendez-vous à s'y inscrire, en remplissant le formulaire disponible via le lien suivant: /https://www.mpt.gov.dz/influencer-creator.

SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE À MOSCOU

Des rencontres bilatérales entre opérateurs économiques algériens et leurs homologues de différents pays

Des rencontres bilatérales ont été organisées vendredi, en marge de la clôture du 34e Salon international de l'agroalimentaire et des boissons, entre des opérateurs économiques algériens et leurs homologues de différents pays pour examiner les voies de coopération et de partenariat, a indiqué un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Les rencontres organisées au pavillon Algérie, ont permis de passer en revue les opportunités de partenariat, d'échanger les expertises, et d'examiner les possibilités d'exportation directe vers le marché russe, ajoute la même source. Un atelier a été organisé, à cette occasion, avec présentation d'un exposé spécialisé par des experts et opérateurs

économiques russes, qui ont présenté une série d'orientations pratiques et apporté des explications sur les aspects réglementaire et logistique, mettant en avant les principales exigences du marché russe ainsi que les perspectives de coopération offertes pour renforcer la présence des produits algériens en Russie. La dernière journée de cette manifestation a connu une forte affluence vers le stand algérien, ce qui témoigne de l'intérêt des visiteurs pour le produit national. Le stand algérien a enregistré, depuis l'ouverture du Salon, une grande dynamique et une affluence remarquable de visiteurs et de professionnels, ce qui confirme la compétitivité des produits algériens sur les marchés internationaux, conclut le document.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
		Prix du détail ¹ DA / Kg	دج / كغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا
	Tomate	63	75	50	الطماطم
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف
	Carotte	92	104	81	الجزر
	Navet	104	117	92	لفت
	Poivron	85	99	71	الفلفل الأخضر
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار
	Courgette	97	111	82	الكوسة
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	110	125	96	الخس
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي
	Datte	590	717	463	التمر
	Banane	425	437	413	الموز
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر
	Raisin	215	277	152	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	3,80	6,72	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 409,00	1400,00	-0,54	-0,68	-1,12	9,00	5,56	11818	16 545 200,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	-2,67	-1,44	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,38	-0,08	10,82	5,51	2062	4 678 678,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,17	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	384,00	0,00	-0,14	-4,73	3,63	5,47	32	12 288,00

RENTRÉE SCOLAIRE

Environ 12 millions d'élèves regagnent dimanche les bancs de l'école

Les élèves des trois paliers scolaires regagneront dimanche les bancs de l'école à travers le territoire national. Environ 12 millions d'élèves et un million de fonctionnaires, entre enseignants, responsables éducatifs et pédagogiques, rejoindront leurs établissements scolaires, pour cette nouvelle rentrée placée sous le signe de la santé scolaire.

Par R. E.

Les responsables du secteur de l'Education nationale s'attellent à mettre en oeuvre les décisions et les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la bonne prise en charge des élèves des trois paliers scolaires (primaire, moyen et secondaire), notamment en ce qui concerne la restauration et le transport scolaires, le chauffage, le sport et la médecine scolaires. Il s'agit aussi de garantir une meilleure prise en charge de la famille de l'éducation, enseignants, éducateurs et responsables pédagogiques. Sur le plan pédagogique, la rentrée sera marquée par la réorganisation des matières et des horaires pour la troisième année de l'enseignement primaire. Le ministère de l'Education nationale a placé cette rentrée sous le signe de la santé scolaire, en consacrant la première semaine à des activités de sensibilisation sous le slogan "La santé scolaire, pour un avenir sain et sécurisé", et ce, en coordination avec le ministère de la Santé et la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer. Dans ce contexte, un cours inaugural sera donné le premier jour, suivi d'ateliers interactifs et des activités de sensibilisation, tout au long de la semaine, portant sur "la santé et la nutrition saine" pour le cycle primaire et "les dangers des boissons énergétiques, la dépendance aux écrans et aux substances psychotropes" pour les cycles moyen et secondaire. Lors de ses visites d'inspection effectuées dans plusieurs wilayas, en prévision de la rentrée scolaire 2025-2026, le ministre de l'Education nationale, Mohamed Seghir Sadaoui, a insisté sur la livraison des



établissements scolaires dans les délais, afin de permettre aux élèves de rejoindre les bancs des écoles dès le premier jour. Il a également souligné l'importance d'assurer l'encadrement administratif et pédagogique, notamment dans les nouveaux établissements, ainsi que la fourniture de repas chauds aux élèves, dès le premier jour de la rentrée, en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. M. Sadaoui a, également, mis l'accent sur la généralisation de l'éducation physique et sportive, en dotant les établissements scolaires d'équipement adéquat et l'aménagement des espaces et structures sportives nécessaires, avec la possibilité d'avoir recours aux stades avoisinants, en cas de manque de structures au sein des établissements scolaires. Dans le domaine de la numérisation, le ministre a affirmé la nécessité d'établir des listes précises des établissements non connectés au réseau, afin d'y remédier, avec l'aide du ministère de la Poste et des Télécommunications.

Il a aussi évoqué la généralisation des tablettes électroniques dans les écoles, dans le but d'alléger le poids des cartables, en plus de la poursuite de l'amélioration des conditions de scolarisation, de la qualité de l'enseignement et de leur adaptation aux évolutions numériques. Le secteur de l'Education nationale sera, par ailleurs, renforcé par de nouvelles réformes visant à améliorer les conditions de travail et à augmenter le niveau de performance, dont le parachèvement de la révision des dispositions du statut particulier des fonctionnaires de l'éducation, notamment ceux des services économiques, ainsi que la poursuite de l'intégration des enseignants contractuels. Une importante particulière est accordée par la tutelle à l'implication des élèves dans les compétitions scientifiques, à l'image du concours national de l'innovation scolaire, dont la première édition sera consacrée au domaine de la robotique.

OCTROI DE L'ALLOCATION TOURISTIQUE À L'AÉROPORT D'ALGER

Les voyageurs satisfaits

Par M. A.

À l'aéroport international d'Alger, la nouveauté la plus commentée ces derniers mois reste la mise à disposition de l'allocation touristique de 750 € directement sur place. Grâce à l'ouverture de guichets de la Banque d'Algérie au sein de l'infrastructure, les voyageurs peuvent désormais percevoir leur prime avant d'embarquer, une mesure qui a rencontré un vif succès auprès des passagers, séduits par la simplicité de la procédure. S'exprimant sur la télévision algérienne, Fatma Zahra Bennoui, cadre à l'aéroport, a expliqué que « cette décision a été pensée pour rapprocher davantage l'administration du citoyen et faciliter la vie des voyageurs. La réaction du public a dépassé nos attentes : la grande majorité a exprimé sa satisfaction face à cette flexibilité ». Cette amélioration s'inscrit dans une stratégie nationale plus vaste visant à faire de l'aéroport, qui figure déjà parmi les dix meilleurs en Afrique, une infrastructure de premier plan.

Soutenues par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, les autorités misent sur la numérisation et l'intégration de l'intelligence artificielle pour fluidifier les flux, renforcer la sécurité et offrir des services à la hauteur des standards internationaux. « Nous travaillons à faire du terminal d'Alger un véritable aéroport intelligent, avec des caméras intelligentes et des solutions digitales pour un confort optimal des voyageurs », a précisé Mme Bennoui. L'ambition de l'aéroport ne se limite pas aux passagers. La modernisation touche également le secteur logistique, avec la création d'un « village de fret » pour renforcer les exportations et les importations. L'objectif est de positionner l'aéroport comme un hub stratégique reliant l'Afrique, l'Europe et l'Asie. Pour les voyageurs, de nouvelles commodités sont déjà en place, telles qu'un service « drop-off express » de dix minutes, des espaces de détente gratuits, un duty free aux standards internationaux, des salles d'attente climatisées et la mise en place d'un guichet spécial pour le visa touristique vers le Sahara algérien.

À ces services s'ajoute une particularité unique en Afrique : la connexion directe de l'aéroport au réseau du métro de la capitale, un atout supplémentaire pour fluidifier l'accès. Au-delà de la logistique et du confort, l'aéroport contribue aussi à l'économie nationale par la création d'emplois, la signature de conventions pour la formation d'étudiants, et le développement de nouvelles liaisons internationales. « L'aéroport est la première vitrine du pays. Notre mission est d'offrir une expérience moderne, rapide et agréable afin que chaque voyageur reparte avec une image positive de l'Algérie », a souligné Fatma Zahra Bennoui. À travers des innovations pratiques comme la distribution de l'allocation touristique et des projets structurants, l'aéroport international d'Alger s'affirme non seulement comme un centre de services, mais surtout comme une véritable porte d'entrée économique et stratégique pour le pays.

MÉDICAMENTS

L'Algérie se dote d'un bouclier contre les pénuries

Par M. A.

L'Algérie, engagée dans une transition vers une nouvelle économie, fait face à des défis inédits, notamment l'apparition de déséquilibres sur certains marchés de consommation. Pour garantir la stabilité et la sécurité sanitaire des citoyens, les pouvoirs publics ont mis en place un dispositif national de surveillance des produits pharmaceutiques. L'objectif est clair : anticiper les crises, éviter les comportements de panique et assurer un approvisionnement régulier en médicaments, en particulier ceux destinés aux maladies chroniques. Intervenant sur le plateau de la télévision algérienne, Fadi Tamim, représentant d'une association de protection des consommateurs, a souligné la dimension stratégique de cette initiative. « Nous sommes à un moment de transition où nous devons gérer avec prudence les produits de consommation, et les médicaments sont l'une de nos principales priorités », a-t-il déclaré. Ce dispositif, qui repose sur une veille proactive, rassemble un large éventail d'acteurs : les ministères de l'Industrie pharmaceutique, de la Santé et du Commerce, des associations de consommateurs et de patients, ainsi que les syndicats de pharmaciens et l'ordre des professions médicales.

Grâce à des mécanismes d'échanges d'informations et à la numérisation des données, la commission vise à identifier les signaux de rupture de stock avant qu'ils ne se transforment en crises. Les représentants des patients, en particulier, jouent un rôle de premier plan en signalant les difficultés d'accès aux médicaments et en contribuant à corriger les comportements de surconsommation. Selon Fadi Tamim, anticiper une crise permet de la résoudre à 50 ou 60 % avant même qu'elle ne prenne de l'ampleur.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre d'un enjeu de souveraineté économique et sanitaire. Alors que l'Algérie couvrirait historiquement ses besoins par l'importation, elle mise désormais sur la production nationale, qui parvient à couvrir entre 60 et 70 % de la demande. Un effort qui se heurte à la résistance de certains acteurs liés à l'importation, soulignant la nécessité d'un encadrement rigoureux pour éviter les ruptures de stocks. Un autre défi majeur est de renforcer la confiance des consommateurs envers les médicaments génériques, un combat mené en collaboration avec les pharmaciens et les médecins. En conclusion, la mise en place de ce dispositif national de surveillance témoigne d'une approche collaborative et anticipative de l'État algérien. En favorisant la coordination entre les différents acteurs et en s'appuyant sur des données objectives, il vise non seulement à réduire les pénuries, mais aussi à consolider la sécurité sanitaire du pays. Une expérience réussie qui pourrait, à terme, être étendue à d'autres produits de consommation pour garantir la stabilité du marché dans cette nouvelle phase de l'économie algérienne.

MILA

Poursuite des efforts de surveillance des marchés de proximité pour la vente de fournitures scolaires

Les efforts du département du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national se poursuivent pour suivre les marchés de proximité dédiés à la vente de fournitures scolaires ainsi que les magasins et autres espaces de vente de produits de grande consommation.

M. El Hadj Daachi, directeur central au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, a procédé, dans ce contexte, aux côtés de cadres de la direction du commerce de la wilaya de Mila, à l'inspection, au chef-lieu de wilaya et dans les communes de Ferdjioua et Chelghoum-Laid, de plusieurs marchés de proximité spécialisés dans la vente de fournitures scolaires. Le même responsable a déclaré à l'APS, en marge de cette inspection entamée au marché couvert de la cité des 300 logements de Mila, que cette opération s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de tutelle visant à surveiller les espaces de vente de proximité ouverts dans toutes les wilayas en prévision de la rentrée scolaire afin de vérifier, notamment, la disponibilité des fournitures scolaires à des prix compétitifs. Cette visite a également donné lieu au contrôle, dans plusieurs communes dont Ferdjioua et Oued Athmania, du processus d'approvisionnement des magasins et des différents espaces de vente de produits de large consommation, où il a été constaté la disponibilité des produits demandés par les citoyens.

Il convient de noter que les services du commerce de Mila ont dédié, dans la wilaya, 3 espaces de proximité consacrés à la vente des fournitures et des manuels scolaires. Le nombre de professionnels participant à cette activité s'élève à 23 opérateurs économiques, parmi lesquels des producteurs, des importateurs et des artisans.

BLIDA

Réception de la totalité du quota en eau dessalée de la SDEM de Fouka avant fin 2025

La wilaya de Blida bénéficiera, avant la fin de l'année 2025, de la totalité de son quota en eau dessalée, estimé à 100.000 m3/jour, en provenance de l'usine de dessalement de l'eau de mer (SDEM) "Fouka 2" (Tipasa), a révélé, jeudi, le wali Brahim Ouchen.

Lors d'une conférence de presse consacrée à la situation de l'alimentation en eau potable, le wali a précisé que la wilaya de Blida bénéficiait actuellement d'un volume de près de 37.000 m3/jour en provenance de l'usine de dessalement de l'eau de mer "Fouka 2". Le fait d'atteindre un quota complet devrait contribuer de manière significative à l'amélioration de l'approvisionnement en cette ressource vitale. Il a souligné, à cet effet, l'achèvement de l'installation de 92 km de canalisations reliant l'usine de dessalement à la wilaya,

tandis que les 4 km restants seront finalisés prochainement. La réception de ce projet stratégique devrait porter la production globale d'eau à 320.000 M3/jour, couvrant presque la totalité des besoins de la wilaya évalués à 330.000 M3/jour. Le déficit, estimé à 10.000 M3/jour, sera comblé par l'exploitation des forages, a ajouté le wali de Blida. Il a, aussi, souligné l'entame, à partir de la semaine prochaine, de l'alimentation du quota d'eau dessalée pour les communes de Chebli, Soumaa, Boufarik et Guerrouaou, à l'Est de Blida.

A noter, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, accompagné du ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, a effectué, dans la matinée, une visite de terrain à Blida pour inspecter plusieurs projets liés aux ressources en eau. Saluant les efforts consentis à cet égard, M. Sayoud a, à cette occasion, donné des instructions et orientations relatives aux mesures urgentes à prendre pour accélérer la réalisation des divers projets en cours de réalisation, afin de garantir une alimentation régulière en eau pour les citoyens.

PÉNÉTRANTE AUTOROUTIÈRE BOUIRA-TIZI OUZOU

Livraison bientôt de cinq autres kilomètres à Draâ El-Mizan

Un nouveau tronçon de cinq kilomètres, faisant partie de la pénétrante autoroutière reliant Bouira à Tizi Ouzou en cours de réalisation, sera livré bientôt à Draâ El-Mizane, après la fin des travaux de finition, a annoncé mercredi le directeur régional-centre de l'Algérienne des Autoroutes (ADA), Ahmed Yousfi.

« Il ne reste que des travaux de finition pour livrer cinq autres kilomètres à Draâ El-Mizane dans le cadre des

travaux de réalisation de l'importante pénétrante autoroutière reliant Bouira à Tizi Ouzou via le viaduc de Djebahia », a déclaré à l'APS, M. Yousfi. Pour rappel, un premier tronçon de dix (10) km de cette même pénétrante a déjà été livré, sur la partie qui concerne la wilaya de Tizi-Ouzou. Dans la matinée, le wali Abdelkrim Laâmourî a inspecté les travaux du projet au niveau du viaduc de Djebahia (Ouest de Bouira), où il a

instruit les entreprises réalisatrices d'accélérer la cadence des travaux afin de les livrer dans les meilleurs délais. Confié à un groupement d'entreprises algéro-turc (ENGOA-OZ-GUN et NUROL), le projet de cette pénétrante autoroutière qui s'étend sur 48 kilomètres, dont 36 à Tizi Ouzou et 12 à Bouira, compte 21 viaducs et deux tunnels (de 950 m et 710 m), traversant respectivement les communes de Draa El-Mizan et Aït Yahia Moussa (Tizi-Ouzou).

Une fois opérationnelle, cette pénétrante, qui compte aussi 25 km de routes secondaires, 7 échangeurs, 37 ouvrages d'art, dont les 21 viaducs, offrira d'importants avantages socio-économiques pour cette région du centre-est du pays. Elle permettra également de désenclaver la région, de fluidifier le trafic, ainsi que de réduire les accidents et de stimuler le développement économique et les échanges commerciaux entre les deux wilayas.

UNITÉ DE L'ADE D'EL TARF

Réceptionne un laboratoire mobile d'analyse de l'eau potable

L'unité d'El Tarf de l'Algérienne des eaux (ADE) a réceptionné, jeudi, un laboratoire mobile destiné à analyser l'eau potable et à s'assurer de sa qualité. La remise de ce laboratoire mobile a été supervisée, au siège de la wilaya, par le wali d'El Tarf, Mohamed Meziane, en présence de la directrice centrale de la qualité de l'eau à la direction générale de l'ADE, Mme Radia Dahmani, du

directeur de l'unité de cette entreprise à El Tarf, Abderraouf Khouldia, et de plusieurs cadres et responsables locaux. Mme Dahmani a précisé à l'APS que la réception de ce laboratoire "s'inscrit dans le cadre de la politique du ministère de l'Hydraulique visant à analyser régulièrement l'eau potable", avant d'ajouter que 125 laboratoires mobiles de ce type ont été

acquis pour être répartis sur les différentes wilayas du pays. Elle a souligné, en conclusion, que ce laboratoire mobile "renforcera les capacités de l'unité d'El Tarf en matière de suivi et de la surveillance de la qualité de l'eau, permettant ainsi de garantir la qualité du service public de l'eau et de préserver la santé des citoyens".

KHENCHELA

13 cantines scolaires entreront en service dès la nouvelle année scolaire

Treize (13) cantines scolaires seront mises en service dans des écoles primaires de la wilaya de Khenchela dès la rentrée scolaire 2025-2026, a indiqué, jeudi, le directeur de l'Education, Bachir Bouderbala. Le responsable a précisé, à l'APS, que les 13 cantines en question ont été récep-

tionnées et équipées des moyens nécessaires pour servir aux élèves, dès la rentrée prévue la semaine prochaine, des repas sains et équilibrés. M. Bouderbala a ajouté que la mise en service, dès dimanche, de ces cantines scolaires, portera à 100 % le taux de couverture des écoles primaires par la pres-

tation de restauration scolaire, soit 302 établissements. Selon le directeur de l'Education, une nouvelle cantine scolaire sera également mis en service au lycée Abid-Redjaï de Khenchela, portant à 33 le nombre de cantines au niveau secondaire, tandis que le nombre de cantines dans les collèges

d'enseignement moyen (CEM) atteindra les 51 dans les différentes communes de la wilaya. M. Bouderbala a souligné que l'ouverture de nouvelles cantines scolaires contribuera à améliorer les conditions de scolarité des élèves, notamment ceux résidant dans des zones reculées.

TOUGGOURT

Plusieurs projets d'amélioration urbaine en chantier

Pas moins de treize projets inscrits dans le cadre de l'amélioration urbaine sont en cours de réalisation à travers la wilaya de Tougourt, a-t-on appris jeudi de la direction locale de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC). Dotée d'une enveloppe globale estimée à 1,15 milliards de DA, ces opérations d'aménagement urbain totalisent une distance de 29 km répartie sur les

communes de Tougourt, Tebesbest et Nezla, a précisé le directeur du secteur, Ouahid Zebbar. Elles consistent notamment en la rénovation des réseaux souterrains (eau potable et assainissement), l'installation de l'éclairage public, la réalisation de trottoirs et le revêtement des grandes artères, dont la route reliant la maison de jeunes "Kheireddine" au lycée "Abderrahmane El-Kaouakibi" via la mosquée "Cheikh Abdelhamid

Benbadis", a-t-on expliqué. Parmi ces opérations figurent également la réhabilitation de la route reliant l'Etablissement public hospitalier "Lakhdari Mohammed Lakhdar" à l'Etablissement hospitalier spécialisé mère-enfant, en plus de la remise en état de l'évitement de la ville Tougourt, traversant le nouveau quartier El-Moustakbel, selon la DUAC. Il s'agit, en outre, des travaux d'aménagement urbain en cours de réalisation

sur 3 km dans différents quartiers résidentiels de la commune de Blidet-Amor, et de ceux du quartier El-Bhour (commune de Timacine) sur 5000 mètres linéaires (ML), et du revêtement de l'avenue principale de la commune de Sidi-Slimane sur 8.000 ML, ajoute la même source. Ce programme de développement vise à renforcer le réseau routier en milieu urbain et à redonner aux quartiers leur beauté, a-t-on souligné.

Les chocs énergétiques sont les moteurs physiques des grandes crises économiques

Lorsque survient une crise économique majeure, les regards se tournent naturellement vers les facteurs financiers : déséquilibres budgétaires, surendettement, spéculation, erreurs de gouvernance, etc. Sans occulter leurs impacts respectifs, une autre variable, à nos yeux essentielle, reste trop souvent absente des analyses : la disponibilité énergétique.

Par Hovannès Derderian

Toute économie repose en effet sur un socle physique invisible mais décisif : sa capacité à mobiliser de l'énergie abondante, bon marché et stable pour produire, transformer, transporter et consommer. Lorsque ce socle vacille, les structures économiques sont mises à rude épreuve. Le lien méconnu entre disponibilité énergétique et stabilité économique se révèle de façon éclatante à travers l'analyse de certains effondrements locaux. De manière surprenante, il n'est pas nécessaire de remonter particulièrement loin dans le temps ou dans l'espace pour trouver ces occurrences. Il est même envisageable que la plupart des épisodes de crises depuis le début de l'histoire de l'humanité soient liés de près ou de loin à des épisodes de contraintes énergétiques. Dans une optique plus concrète, nous évoquerons ici deux cas en particulier qui illustrent ce lien entre crise économique et déclin énergétique : la crise argentine de 2001 et la crise grecque des années 2010. Dans ces deux pays, un pic de production énergétique a précédé une crise économique majeure. Ces exemples, loin d'être anecdotiques, éclairent des dynamiques globales dont les conséquences ne font que commencer à se faire sentir un peu partout dans le monde.

Argentine, 2001 : quand le pic pétrolier précède le défaut de paiement

Dans les années d'après-guerre, l'Argentine connaît une forte croissance portée par l'exploitation domestique de pétrole bon marché. Cette manne énergétique permet de moderniser l'agriculture, de développer une industrie lourde et de tisser un réseau de transport dense. Le pétrole devient la colonne vertébrale du modèle économique argentin. Mais cette trajectoire s'interrompt brutalement en 1998, année où la production pétrolière atteint son pic historique. Ce plafond, qui reste peu commenté, marque une rupture néanmoins structurelle ; l'Argentine voit diminuer une source importante de devises rendant intenable le déséquilibre de sa balance des paiements. Entre 1998 et 2001, l'économie ralentit, les tensions s'accumulent et la crise éclate : le pays prononce un défaut de paiement de plus de 100 milliards de dollars, un record pour l'époque. Cette situation entraîne un chômage record, des émeutes et une instabilité politique. La lecture financière, qui insiste sur les déséquilibres budgétaires et l'indexa-

tion du peso sur le dollar, est valide, mais incomplète. Le choc énergétique est le moteur physique du déraillement économique, le déclencheur de la crise dans une situation en déséquilibre. Face à cette contrainte, une transition énergétique partielle s'organise. Le pays investit par exemple massivement dans les centrales à gaz à cycle combiné, qui passent de 0,7 à 7 gigawatts en cinq ans. Le parc de véhicules au gaz naturel comprimé (GNC) explose (20 % du parc en 2005). Le gaz devient la principale source d'énergie du pays. Mais cette transition ne sera que temporairement efficace ; en effet, dès 2007, la production de gaz naturel atteint à son tour un plateau, et une nouvelle période d'instabilité s'ouvre. Aujourd'hui, le gouvernement de Javier Milei mise, comme son prédécesseur, sur l'exploitation du gisement de Vaca Muerta pour relancer la croissance. Mais ces hydrocarbures non conventionnels ont un coût élevé, un taux de déclin rapide et nécessitent des financements massifs dans un contexte économique très tendu. Même aux États-Unis, premier producteur mondial, des analystes anticipent un pic de production du pétrole de schiste avant 2027. La crise de la dette de 2001, qui a alimenté le combat altermondialiste dans sa dénonciation des dérives du libéralisme dérégulé, trouve surtout sa source dans la modification des contraintes extractives, principalement d'origine géologique, et donc détachée des choix en termes de politiques publiques. Mais l'Argentine est loin d'être le seul exemple d'économie développée à subir les conséquences économiques d'un franchissement de limites sur la disponibilité en ressources énergétiques locales.

Grèce : une économie asphyxiée par le déclin du lignite

Beaucoup de choses ont été écrites sur l'épisode de la crise de la dette grecque, de la corruption des gouvernements du pays (notamment le maquillage des comptes publics) aux drastiques cures d'austérité imposées au pays par les institutions européennes et le FMI. Pourtant, là aussi, l'effondrement économique de la Grèce a été précédé par une crise énergétique interne. À partir des années 2000, le pays atteint son pic de production de lignite, une ressource fossile locale historiquement dominante dans le mix énergétique grec. Ce pic se produit dans une période déjà marquée par la tension sur les marchés pétroliers mondiaux. Dès 2004, la production d'énergie primaire commence à décroître. En parallèle, les prix du pétrole grimpent à l'échelle mondiale, atteignant des sommets en 2008. La Grèce, dépendante

des importations pour son pétrole et son gaz et incapable d'augmenter sa production domestique d'énergie, se retrouve alors piégée. La consommation d'énergie atteint son maximum en 2007, puis recule brutalement. En 2010, année où la crise de la dette éclate, la consommation d'énergie a déjà baissé de près de 14 %, et la production nationale de lignite de plus de 18 %. Sur la période 2008-2013, le PIB de la Grèce a chuté de 25 %. Le recul de la production de lignite en Grèce est dû avant tout à des limites géo-économiques, à savoir un épuisement des réserves extractibles et un très faible pouvoir calorifique du lignite grec, rendant son exploitation extrêmement coûteuse. Le lignite grec contient 5 mégajoules d'énergie par kilogramme, 2 à 4 fois inférieur au pouvoir calorifique du lignite allemand. L'économie grecque, fragilisée par le recul de sa production charbonnière, n'a pas pu s'aligner sur les nouveaux prix internationaux du pétrole, conduisant à une réduction contrainte de la consommation. Depuis la crise de la dette, l'augmentation de la production à partir d'énergies renouvelables, combinée à un recours accru aux importations de gaz naturel a permis au pays de stabiliser son économie. En effet, en raison de son important littoral, la Grèce est un point d'entrée européen pour les livraisons de GNL, ce qui lui permet de capter une partie des flux d'approvisionnement. Néanmoins, la production renouvelable ne représente pour le moment qu'une fraction encore modeste de la consommation d'énergie, et la progression de la consommation de gaz naturel n'évite malheureusement pas l'exposition aux chocs de prix. La crise gazière de 2022 est venue l'illustrer parfaitement. La crise grecque de 2010 montre donc elle aussi l'importance de la disponibilité en énergie pour la bonne tenue économique d'un pays, et l'effondrement qui peut s'en suivre en cas de contrainte structurelle, c'est-à-dire d'épuisement géologique. Néanmoins, dans ce cas-ci, c'est la conjugaison de la baisse de la production charbonnière avec un marché mondial du pétrole particulièrement tendu qui a donné ce cocktail explosif. Aussi, le cas grec est-il un mix entre une contrainte locale liée à la production d'énergie et, pour la première fois peut-être, une contrainte globale liée à la disponibilité en pétrole bon marché.

Du local au global : le pic pétrolier conventionnel comme plafond de verre de la croissance mondiale

On assiste depuis la fin des années 2000 au plafonnement de la production

d'énergie fossile bon marché. Le pic de production mondiale de pétrole conventionnel, désormais bien documenté, s'est produit entre 2006 et 2008. Le lien entre le choc pétrolier silencieux des années 2000 et la crise financière de 2008 a été souligné par l'économiste James Hamilton. La flambée des prix du brut en 2007-2008 a pesé sur la consommation des ménages et la rentabilité des entreprises, précipitant le retournement économique. Selon cette lecture, le troisième choc pétrolier n'est pas un épisode de marché, spéculatif : c'est la manifestation d'une impossibilité physique d'augmenter la production de pétrole ou de diminuer la consommation (due à la faible élasticité prix-demande du pétrole). Depuis, l'essor des hydrocarbures non conventionnels (huiles de schiste, sables bitumineux) a masqué temporairement ce déclin, mais au prix d'une hausse considérable des coûts et des prix. Le « miracle » du pétrole de schiste américain aura nécessité, pour se produire, une période étendue de prix du pétrole supérieur à 100 \$ le baril. Malgré cela, on parle déjà au sein des institutions américaines d'un pic de production du pétrole de schiste pour 2027. Nous entrons dans un monde où chaque pour cent de croissance énergétique devient plus difficile, plus coûteux, plus incertain. Dans ce monde-là, les marges de manœuvre budgétaires s'érodent, les tensions géopolitiques se multiplient autour des ressources et les promesses de « croissance verte » peinent à masquer une réalité plus triviale : sans énergie supplémentaire, il n'y a pas de croissance durable.

Conclusion : l'énergie, clé oubliée de l'économie

La leçon de l'Argentine, de la Grèce et du monde post-2008 est claire : l'économie moderne ne peut être pensée indépendamment de ses fondations énergétiques. À mesure que les gisements faciles s'épuisent et que les alternatives s'avèrent coûteuses ou intermittentes, la croissance mondiale bute sur un plafond de verre énergétique. Les grandes crises économiques, krachs boursiers ou défaillances bancaires de demain seront toujours davantage déclenchées par le passage d'un pic énergétique local ou mondial. Anticiper ces transitions, réorganiser les systèmes productifs autour de la sobriété, repenser la valeur au prisme des flux physiques : tels sont les défis que nous ne pourrions plus éviter.

Source : <https://elucid.media/> publié le 26/08/2025

IRAK -LIBAN

Signature d'accords de coopération commerciale et judiciaire

L'Irak et le Liban ont signé jeudi à Bagdad sept protocoles d'accord et un accord de coopération judiciaire pour approfondir les relations économiques et juridiques bilatérales. Selon un communiqué du ministère irakien du Commerce, les protocoles d'accord, couvrant le commerce, l'investissement, les transports et les expositions, ont été signés par Atheer al-Ghuraïry, le ministre irakien du Commerce, et Amer Bisat, le ministre libanais de l'Economie et du Commerce, lors de la deuxième session du Comité conjoint irako-libanais, qui s'est déroulé dans la capitale irakienne Bagdad. S'exprimant lors de la cérémonie de signature, M. al-Ghuraïry a réaffirmé l'engagement de l'Irak à renforcer la coopération avec le Liban, qualifiant la réunion du comité conjoint d'étape majeure des relations bilatérales. De son côté, le ministère irakien de la Justice a indiqué qu'un accord sur l'échange de condamnés a également été signé lors de la réunion, marquant un pas important dans le renforcement des liens irako-libanais et le maintien du principe de réciprocité. Selon le ministère, l'accord permettra également aux ressortissants condamnés des deux nations de purger leurs peines dans leur pays d'origine.

ÉGYPTE

La BERD mobilise 74,1 millions \$ pour un parc éolien de 200 MW à Ras Ghareb

En multipliant les financements pour l'éolien, le solaire et même des projets d'interconnexion intercontinentale, la BERD confirme son rôle moteur dans la transition énergétique de l'Égypte et pour l'ambition du pays de devenir un hub énergétique régional.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé le jeudi 18 septembre un financement de 74,1 millions USD pour la construction d'un parc éolien terrestre de 200 MW à Ras Ghareb en Égypte, qui sera développé par Infinity Power et Masdar. Le montant inclut un prêt senior de 60,7 millions USD, un prêt concessionnel de 3,38 millions USD du Green Climate Fund et une subvention d'investissement de 10 millions USD. La JICA, l'Agence japonaise de coopération internationale, et Proparco participent également au financement sous la coordination de la BERD. Le début des travaux est prévu pour les prochaines semaines. Une fois en service,

le parc permettra d'éviter environ 390 000 tonnes de CO₂ par an et contribuera à l'objectif de 10 GW de capacités renouvelables d'ici 2028 fixé par l'initiative nationale « Nexus eau-énergie-alimentation » (NWFE). « Ce projet constitue un brillant exemple de ce qui peut être accompli lorsque des entreprises visionnaires unissent leurs forces avec des partenaires internationaux engagés. Nous exprimons notre gratitude au gouvernement égyptien pour son soutien constant et son rôle déterminant tout au long du processus » a déclaré Harry Boyd-Carpenter, DG du groupe Infrastructures durables de la BERD. Ce financement s'ajoute à d'autres engagements récents de la banque dans le pays des pharaons. En mai 2025, elle avait an-

noncé un prêt de 30 millions USD pour le projet solaire hybride Obelisk de Scatec à Nagaa Hammadi, combinant 1,1 GW de solaire et 200 MWh de stockage. Quelques semaines plus tôt, elle avait aussi signé un accord de subvention avec Elica Interconnector pour appuyer le projet d'interconnexion électrique Égypte - Grèce (GREGY), visant à exporter vers l'Europe l'électricité issue des futurs parcs solaires et éoliens égyptiens. Membre fondateur de la BERD, l'Égypte a bénéficié de plus de 13,5 milliards € de ses investissements depuis 2012 dans plus de 200 projets. L'énergie occupe une place centrale dans ces financements, avec une stratégie qui combine développement d'infrastructures locales et intégration régionale.

MAURITANIE

Asiast réaffirme son engagement en faveur d'une exploitation minière responsable

Tasiast Mauritanie Limited S.A. (Tasiast) prend part à la 7^e Conférence et Exposition Mauritanides sur les Mines, le Pétrole, le Gaz et l'Énergie, organisée à Nouakchott sous le haut patronage de S.E. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République Islamique de Mauritanie. La délégation de Kinross Gold Corporation est conduite par son Président-directeur général, J. Paul Rollinson, illustrant à la fois l'importance stratégique de Tasiast au sein du portefeuille du groupe et la volonté affirmée de l'entreprise de demeurer un partenaire de référence pour la Mauritanie. Reconnu comme le plus grand rendez-vous en Afrique du Nord-Ouest

dédié aux secteurs minier, pétrolier, gazier et des énergies renouvelables, la conférence des Mauritanides réunit pendant trois jours des représentants de gouvernements, Institutions financières, d'investisseurs et d'industriels afin de promouvoir le dialogue et le développement de partenariats. Tasiast est honorée de figurer parmi les sponsors « platinum » de cette édition, qui rassemble plus de 2 000 participants, 70 intervenants et 100 exposants autour du thème : « Construire demain avec les minerais critiques, le gaz et l'énergie ». Le 9 septembre, M. Rollinson a prononcé une allocution consacrée au potentiel croissant du secteur minier en Mauritanie et au

rôle de Tasiast dans l'accompagnement d'un développement économique inclusif. Il a salué les avancées réalisées par le pays dans l'amélioration du climat des affaires et a réitéré l'engagement durable de Kinross : « L'exploitation minière ne consiste pas seulement à extraire des ressources, elle vise aussi à créer des opportunités, à soutenir les communautés et à bâtir ensemble un avenir durable. Nous restons pleinement engagés en faveur d'une exploitation minière responsable en Mauritanie, avec pour priorité de générer une valeur pérenne et de consolider notre rôle de partenaire de confiance auprès des communautés et du pays

dans son ensemble ». Dans le cadre de cette participation, M. Rollinson a eu des entretiens officiels avec S.E. Thiam Tidjani, Ministre des Mines et de l'Industrie, ainsi que S.E. Sid'Ahmed Ould Bouh, Ministre de l'Économie et des Finances. Ces consultations ont permis de réaffirmer la profondeur du partenariat stratégique qui unit Kinross et la Mauritanie et d'envisager de nouvelles pistes pour en consolider les acquis. Fort de plus de 15 années d'activité en Mauritanie, Tasiast est aujourd'hui le premier employeur privé du pays, avec plus de 4 000 emplois directs et indirects, dont 97,8 % de nationaux au sein de son effectif direct. Les opérations de l'entre-

prise contribuent de manière substantielle à l'économie nationale, à travers les paiements versés à l'État, les achats auprès de fournisseurs locaux et les salaires distribués aux employés. En 2024, Tasiast a ainsi versé 195,9 millions USD au budget de l'État, consacré 225,8 millions USD aux achats locaux et distribué 95,2 millions USD de salaires bruts. Au-delà de sa contribution économique, Tasiast met un accent particulier sur le développement durable des communautés hôtes, notamment à travers le Fonds Tasiast, créé en 2024.

TUNISIE

138 projets pour accélérer la transformation numérique entre 2025 et 2026

La numérisation de l'administration fait partie des priorités des autorités tunisiennes. En 2024, Tunis avait déjà lancé des « Maisons des services administratifs digitales » pour faciliter les démarches des usagers. Le gouvernement tunisien a planifié 138 projets pour accélérer la modernisation numérique de l'administration sur la période 2025-2026. Ces initiatives ont été présentées le mardi 16 septembre lors d'un Conseil ministériel dédié au suivi de leur avancement, alors que le processus de digitalisation intégrale de l'administration est considéré comme « essentiel et nécessaire », et non comme une option. Selon un communiqué de la présidence, ces projets se répartissent en quatre grands axes. Le premier, la modernisation des services administratifs, comprend 99 initiatives visant à développer les services à distance, renforcer l'interconnexion entre ad-

ministrations et accélérer le développement des systèmes d'information. Le deuxième, la promotion de l'économie numérique, englobe 18 projets dédiés à l'intelligence artificielle, à la formation numérique, au commerce électronique et au soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat. Le troisième axe, cybersécurité et confiance numérique, regroupe 12 projets destinés à protéger le cyberspace national et à renforcer la fiabilité des services numériques. Enfin, le quatrième, développement des infrastructures numériques, inclut 9 projets pour étendre la couverture réseau et moderniser les infrastructures de communication au sein de l'administration. Selon Sarra Zaafrani Zenzri (photo), cheffe du gouvernement, cette transformation numérique est nécessaire pour instaurer une administration tunisienne moderne, fondée sur les données ouvertes et

l'intelligence artificielle, considérée comme un levier essentiel de l'économie nationale. Elle permet de garantir la transparence des transactions, d'améliorer la qualité des services aux citoyens et aux entreprises, d'optimiser l'efficacité du travail administratif et de renforcer la compétitivité de la Tunisie au niveau régional et international. Pour le moment, la Tunisie se classe 86^e mondial sur 193 pays à l'Indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) des Nations unies. En 2024, le pays a enregistré un score de 0,6935 sur 1, au-dessus des moyennes africaine et mondiale, mais affiche un score plus faible de 0,5951 sur 1 à l'indice des services en ligne (OSI), indicateur de l'EGDI qui mesure la qualité, la portée et la diversité des services en ligne proposés par un gouvernement. En matière de cybersécurité, l'Union internationale des télécommunications (UIT)

classe la Tunisie dans la catégorie Tier 3 sur 5, correspondant aux pays « démontrant un engagement de base en matière de cybersécurité à travers des actions gouvernementales ». Selon l'organisation, le pays se comporte relativement bien sur les aspects techniques et réglementaires, mais doit intensifier ses efforts en matière d'organisation, de renforcement des capacités et de coopération internationale. Pour l'avenir, la cheffe du gouvernement a indiqué que l'État projette, pour la période 2026-2030, une vision nationale unifiée de la transformation digitale. « Cette vision comportera les objectifs, les priorités ainsi que l'échéancier de mise en œuvre des projets, dans le cadre d'une approche centrée sur l'expérience utilisateur pour définir les priorités, tout en intégrant le principe de réingénierie des procédures comme préalable nécessaire à tout processus de digitalisation », précise la présidence tunisienne.

FONDS DE L'OPEP

Des prêts de 576 millions \$ approuvés pour 9 pays africains

Les financements serviront à financer des programmes de réformes économiques et des projets couvrant des priorités de développement telles que la construction de centrales électriques, l'approvisionnement en eau, la modernisation des infrastructures et la promotion des chaînes de valeur agricoles durables.

Le Fonds de l'OPEP pour le développement international a annoncé, dans un communiqué publié le mercredi 17 septembre 2025, avoir approuvé des financements de 576,5 millions de dollars en faveur de plusieurs projets et programmes de développement dans neuf pays africains. Ces financements font partie d'une enveloppe de plus de 1 milliard de dollars, qui a été approuvée lors de la 193e réunion du Conseil d'administration du Fonds, pour soutenir des projets transformateurs en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les financements approuvés en faveur des pays africains concernent aussi bien des programmes de réformes économiques pilotés par les gouvernements que des projets portés par le secteur privé. Ainsi, Eswatini recevra un prêt de 50 millions de dollars destiné à un programme visant à soutenir les réformes fiscales et la compétitivité, en collaboration avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, tandis que le Lesotho recevra un prêt de 40 millions de dollars pour fi-

nancer un projet intégré de transport, de commerce et de logistique visant à améliorer les routes, les ponts et les installations aéroportuaires. Le Malawi se verra de son côté accorder un prêt de 27 millions de dollars pour un projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

Soutenir les exportations du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana

Les autres pays africains bénéficiaires des prêts du fonds de l'OPEP sont le Maroc (117,5 millions de dollars pour la deuxième phase du programme de soutien à la gouvernance économique et à la résilience au changement climatique), l'Afrique du Sud (150 millions de dollars pour un programme de modernisation des infrastructures) et l'Ouganda (30 millions de dollars pour la phase II du projet de soutien la croissance économique locale). Les financements dédiés au secteur privé consistent en un prêt de 47 millions de dollars qui servira à financer la construction d'une centrale électrique de 372

mégawatts MW en Côte d'Ivoire, et un prêt de 40 millions de dollars pour construire une centrale solaire de 1000 MW et installer un système de stockage d'énergie par batterie de 600 mégawattheures (MWh) en Egypte. Dans le domaine du financement du commerce, le Ghana et la Côte d'Ivoire recevront un prêt de 75 millions de dollars destiné à soutenir les exportations du cacao, promouvoir des chaînes de valeur agricoles durables et améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs. Le Fonds de l'OPEP pour le développement international est une agence de financement créée en 1976 par les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour financer et apporter un appui technique à des projets de développement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire non membres de l'organisation. Il se concentre essentiellement sur la croissance économique et le progrès social, en finançant des projets répondant à des besoins essentiels tels que l'alimentation, l'énergie, les infrastructures, l'emploi, l'eau et l'assainissement, la santé et l'éducation.

BCEAO

L'Union maintient ses taux directeurs

Cette décision est dictée par la baisse de l'inflation dans l'UEMOA et la vigueur de la croissance, malgré des risques persistants. Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a choisi la prudence. Réuni le mercredi 17 septembre 2025, à Dakar, il a décidé de maintenir inchangés ses principaux taux directeurs : 3,25 % pour le taux auquel la Banque centrale prête aux banques commerciales, 5,25 % pour le guichet de prêt marginal, et 3 % pour le coefficient des réserves obligatoires. Des ni-

veaux en vigueur depuis la dernière décision de juin. Cette orientation s'explique par l'évolution favorable de l'économie régionale. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) a progressé de 6,5 % au deuxième trimestre 2025, après une hausse de 7 % au trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année, la croissance devrait atteindre 6,3 %, un rythme similaire à celui de 2024. Cette performance est portée par la vigueur de la consommation des ménages et la poursuite des investissements publics, notamment dans les secteurs de l'énergie et

des infrastructures de transport. Sur le front des prix, la tendance est également encourageante. Le taux d'inflation est tombé à 0,6 % au deuxième trimestre contre 2,2 % trois mois plus tôt. L'abondance des produits vivriers sur les marchés, conjuguée à la baisse des cours mondiaux de l'énergie et de certains produits alimentaires, explique cette détente. Pour l'ensemble de 2025, l'inflation est projetée en moyenne à 1,2 %, bien en deçà des 3,5 % enregistrés en 2024. Mais la BCEAO reste vigilante. Les risques ne manquent pas : insécurité persistante dans plusieurs pays du Sahel, aléas climatiques

qui pourraient affecter les récoltes, tensions géopolitiques ou commerciales susceptibles de renchérir les importations. Des menaces qui pourraient relancer les pressions inflationnistes et fragiliser les équilibres extérieurs. Pour l'heure, le solde global des échanges extérieurs s'est amélioré, selon la Banque centrale, soutenu par la hausse des exportations et des mobilisations de ressources extérieures par certains États membres. Le CPM assure qu'il prendra « les mesures idoines » en cas de nécessité, afin de préserver la stabilité monétaire et financière de l'Union.

CÔTE D'IVOIRE-MCC

Un nouveau programme de 322 millions \$ pour l'énergie

Dans sa stratégie de développement, la Côte d'Ivoire s'est fixé pour objectif d'atteindre un taux de couverture électrique de 100% d'ici fin 2025. Toutefois, le pays reste confronté à d'importants défis, dont la fourniture en continu. La Côte d'Ivoire recevra 322,5 millions \$ des États-Unis dans le cadre d'un « Compact régional pour l'énergie » signé avec l'agence américaine Millennium Challenge Corporation (MCC). L'annonce a été faite le mercredi 17 septembre 2025, par le gouvernement ivoirien. Ce programme vise à consolider la position du pays comme hub énergétique en Afrique de l'Ouest. Il prévoit notamment l'installation de 150 MW de batteries de stockage, la modernisation du réseau électrique et le renforcement des institutions du secteur.

« Ce Compact, dont l'objet principal est de développer les échanges d'énergie électrique dans la sous-région, vient conforter la position de leadership de la Côte d'Ivoire dans ce domaine. Ce n'est pas un simple programme de développement, c'est une grande alliance entre bâtisseurs de progrès », a déclaré le Premier ministre, Robert Beugré Mambé. Dans sa stratégie nationale, la Côte d'Ivoire s'est fixé pour objectif d'atteindre un taux de couverture électrique de 100% d'ici fin 2025. Pour y parvenir, l'État a engagé un investissement global de 6800 milliards FCFA sur la période 2014-2030. Ce plan inclut la réalisation de grandes infrastructures et des programmes à caractère social, tels que le Programme national d'électrification rurale (PRONER) et le Programme Électricité pour Tous (PEPT). Selon les chif-

fres officiels, ces initiatives ont permis de faire passer le taux de desserte de 27,9 % en 2013 à 65 % en 2022. Malgré ces avancées, la fourniture continue d'électricité reste un défi. L'augmentation de 10% du prix de l'électricité en janvier 2024 a illustré la fragilité du modèle économique des opérateurs. Le gouvernement a justifié cette hausse par un déséquilibre financier, marqué en 2023 par une perte d'exploitation estimée à 161 milliards FCFA. Notons que ce nouveau Compact intervient après un premier accord conclu en 2017 avec le MCC, clôturé en août 2025. Ce précédent programme avait mobilisé plus de 500 millions de dollars pour moderniser les infrastructures éducatives et routières, et pour renforcer l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP).

ZIMBABWE

La filière blé table sur un nouveau record de production en 2024/2025

Depuis la campagne 2022/2023 où il a atteint l'autosuffisance en blé, le Zimbabwe affiche une production croissante et les projections pour la campagne de 2025 confirment cette dynamique. Au Zimbabwe, la récolte de blé est attendue à plus de 600 000 tonnes au terme de la campagne de 2024/2025, selon les dernières projections formulées par le ministère de l'Agriculture. Cette prévision, si elle se réalise, traduirait une progression de 6 % par rapport à l'année précédente (563 961 tonnes) et signerait un nouveau record de production pour la filière. Selon les autorités, 2 000 hectares de terres agricoles supplémentaires ont été consacrés à la culture de la céréale en 2024/2025, portant la superficie totale emblavée à 122 000 hectares. « La récolte de cette année est prometteuse. Les agriculteurs respectent les consignes agronomiques et, avec la collaboration continue du gouvernement et des parties prenantes, nous sommes confiants de dépasser le cap atteint l'an dernier », a déclaré Obert Jiri, secrétaire permanent au ministère des Terres, de l'Agriculture, des Pêches, de l'Eau et du Développement rural, dans des propos relayés par le quotidien local The Herald le jeudi 18 septembre. Alors que la consommation annuelle de blé au Zimbabwe est estimée à 360 000 tonnes par an, la récolte attendue en 2025 devrait permettre de dégager un surplus exportable de près de 240 000 tonnes. D'après Anxious Jongwe Masuka, ministre de l'Agriculture, des négociations sont entamées avec la Zambie, le Mozambique et la Tanzanie pour expédier une partie de la production.

NAMIBIE

Le pays inaugure sa première grande usine d'hydrogène alimentée par énergie solaire

La Namibie a inauguré jeudi sa première usine de production à grande échelle d'hydrogène alimentée par énergie solaire, marquant une étape majeure dans ses efforts d'industrialisation verte. Le projet Cleanergy Solutions Namibia Hydrogen Dune, une joint-venture entre l'entreprise belge d'énergie propre CMB Tech et le groupe namibien Ohlthaver & List, a été construit dans la ville côtière de Walvis Bay. Entièrement alimentée par l'énergie solaire, l'usine produira de l'hydrogène vert permettant d'alimenter des camions bicarburants, des bus, des équipements portuaires, des locomotives, des générateurs et des petits navires. S'exprimant au nom de la présidente namibienne Netumbo Nandi-Ndaitwah, le Premier ministre Elijah Ngurare a déclaré que ce projet reflétait la volonté de la Namibie de promouvoir une croissance inclusive, une industrialisation durable et un véritable développement social. "Cleanergy Solutions Namibia montre comment l'investissement dans l'hydrogène vert peut créer des emplois, développer des compétences et autonomiser notre population, tout en positionnant la Namibie comme un leader mondial de l'énergie durable", a-t-il indiqué.

APRÈS LES RECORDS À WALL STREET

L'Europe consolide en clôture

Les Bourses européennes ont terminé vendredi sur de faibles variations et Wall Street était quasiment stable à mi-séance après des prises de bénéfice au lendemain des records affichés par les indices américains sur fond de baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine (Fed).

À Paris, le CAC 40 a fini sur une perte de 0,01% à 7.853,59 points. Le Footsie britannique a reculé de 0,12%, tout comme le Dax allemand. L'indice EuroStoxx 50 a grignoté 0,03%, tandis que le FTSEurofirst 300 a cédé 0,05% et le Stoxx 600 0,16%. Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones avançait de 0,14%, le Standard & Poor's 500 de 0,21% et le Nasdaq de 0,40%. La baisse mercredi des taux de la Fed et ses prévisions d'une poursuite de l'assouplissement monétaire ont alimenté la prise de risque sur les dernières séances, permettant au Dow Jones, au S&P 500, au Nasdaq et à l'indice Russell 2000 des petites et moyennes capitalisations de grimper à des niveaux sans précédent. Le mouvement s'est étendu en Asie et en Europe, profitant particulièrement au compartiment des nouvelles technologies, qui a enregistré sur l'ensemble de la semaine une hausse de 4,88%. Les décisions sans surprise dans la semaine de la Banque du Canada (BoC), de la Banque de Norvège (Norges Bank), de la Banque d'Angleterre (BoE) et de la Banque du Japon (BoJ) n'ont guère remis en cause l'enthousiasme des marchés. La séance du jour étant celle des "trois sorcières", c'est-à-dire l'arrivée à échéance d'options et contrats à terme, les gains ont néanmoins été timorés, tandis que certains investisseurs ont choisi de prendre leurs bénéfices.

Valeurs en Europe

Crédit Agricole SA a pris 1,41%, des sources ayant rapporté que la banque française travaille avec Deutsche Bank et Rothschild sur une éventuelle fusion de sa branche italienne avec Banco BPM (-1,41%). Thales et Dassault Aviation ont reculé respectivement de 2,21% et 4,56%, Goldman Sachs ayant entamé le suivi des deux titres à "vendre", les jugeant moins intéressants que ceux de leurs concurrents dans un contexte de réorganisation du secteur européen de la défense.

Stellantis a avancé de 0,75% à la faveur d'un changement de recommandation de la part de Berenberg, passé à "acheter" sur le constructeur automobile. Le groupe a par ailleurs présenté une batterie sans onduleur ni chargeur. Le fabricant allemand de pneus Continental a bondi de 29,37% au lendemain de la scission d'Aumovio, qui a gagné 1,19%. Kuehne+Nagel a plongé de 9,09%, Deutsche Bank ayant abaissé sa recommandation sur le groupe suisse de logistique suisse à "conserver". Les groupes européens de logistique Maersk et Hapag-Lloyd ont abandonné respectivement 5,86% et 4,85%, les analystes ayant fait état d'une forte baisse des indices de fret par conteneur et prévu que les volumes portuaires américains pourraient diminuer.

Les indicateurs du jour

Les ventes au détail au Royaume-Uni ont enregistré une hausse plus forte que prévu en août, de 0,5%, selon l'Office national de la statistique (ONS). Les prix à la production en Allemagne ont reculé en août, de 2,2%, montrent les données de l'Office fédéral de la statistique. Le climat des affaires en France s'est légèrement détérioré en septembre, avec un indice à 96 points après 97 (révisé de 96) en août, selon l'enquête mensuelle de conjoncture de l'Insee.

CHANGES

Le dollar progresse vendredi de 0,34% face à un panier de devises internationales, après être tombé mercredi à un creux de trois ans et demi avec la baisse des taux directeurs aux Etats-Unis. Le yen s'est renforcé autour de 147 pour un dollar après la décision de la BoJ de maintenir ses taux directeurs alors que deux voix dissidentes au sein du comité de politique monétaire de la banque ont appelé à une hausse des taux. L'euro recule de 0,34%, à 1,1746 dollar au lendemain d'une forte mobilisation sociale en France. La livre sterling s'échange à 1,3477 dollar, en baisse de 0,60%, alors que la situation se complique pour la ministre

britannique des Finances, Rachel Reeves, qui doit présenter son budget le 26 novembre, dans un contexte de forte hausse des emprunts du secteur public.

Taux

Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans monte de 3,3 points de base (pb), à 4,137%, après avoir fortement baissé dans l'anticipation de la décision de la Fed. Celui du Bund allemand à dix ans a pris environ 3,5 points de base, 2,7492%, en réaction à l'annonce d'une augmentation des émissions de dette allemande. L'OAT française à dix ans a fini sur un

gain de 3,2 pb, à 3,5576%. Le BTP italien a terminé en hausse de 2,5 pb, à 3,5659%. L'écart de rendement entre le Bund et l'OAT à dix ans s'est établi au-dessus de 80 points de base et celui entre le BTP et l'OAT à moins d'un point.

Pétrole

Les craintes d'une baisse de la demande de pétrole ont éclipsé la baisse des taux directeurs de la Fed: le Brent reflue de 1,1% à 66,7 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 1,05% à 62,92 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 18 Septembre 2025					
Valeur : 22 Septembre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.0448	129.0598
1	EUR	EURO		152.6213	152.6777
1	GBP	POUND STERLING		175.9302	175.9506
100	JPY	JAPANESE YEN		87.7319	87.7480
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1561	18.1600
1	CHF	SWISS FRANC		163.5756	163.7191
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.6532	93.6845
1	DKK	DANISH KRONE		20.4593	20.4646
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8943	13.8985
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.1331	13.1375
1	AED	UAE DIRHAM		35.1314	35.1393
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.4009	34.4086
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.0977	423.2857
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.3885	44.8346
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3824	14.3841
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9295	24.0523
1	MRU	MAURITANIAN OUGUYA		3.2319	3.2419
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7919	177.7919

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine la semaine en hausse

La Bourse de New York a clôturé dans le vert vendredi, à l'issue d'une semaine marquée par la première baisse de taux de la Réserve fédérale (Fed) de l'année qui a poussé la place américaine à de nouveaux sommets. Le Dow Jones a pris 0,37%, l'indice Nasdaq a gagné 0,72% et l'indice élargi S&P 500 a progressé de 0,49%. Les trois indices ont atteint de nouveaux records en clôture pour la deuxième séance consécutive. "Aucun catalyseur n'est à signaler en cette fin de semaine, compte tenu d'un calendrier économique américain vide", résume Jose Torres, d'Interactive Brokers.

L'analyste n'a d'ailleurs pas remarqué "d'impact significatif des résultats positifs annoncés ce matin à l'issue de l'entretien téléphonique entre les présidents Donald Trump et Xi Jinping". Le président américain a assuré vendredi que des "progrès" avaient été faits sur TikTok pendant un échange avec son homologue chinois Xi Jinping, tandis que Pékin a appelé au respect d'un environnement d'affaires "non-discriminatoire" dans cet éprouvé dossier. Selon Christopher Low, de FHN Financial, les investisseurs continuent à se montrer "encouragés" par la détente monétaire engagée mercredi par la banque centrale des Etats-Unis avec la baisse des

taux directeurs d'un quart de point de pourcentage. Sur la place américaine, "tout le monde aimerait que la Fed baisse les taux davantage et plus rapidement, mais seulement si cela se justifie", ce qui signifie que Wall Street est "satisfaite" du ton adopté par le président de l'institution Jerome Powell, assure M. Low. Selon la médiane des prévisions des responsables de la Fed, deux baisses de taux supplémentaires (d'un quart de point chacune) sont anticipées en 2025. Mais M. Powell s'est gardé mercredi d'y voir plus que des hypothèses, rappelant que la Réserve fédérale devra analyser de nou-

velles données économiques, sur l'inflation et l'emploi aux Etats-Unis, avant de statuer à nouveau sur ses taux. Par ailleurs, pour Jose Torres, les investisseurs "examineront le ton et les messages des responsables de la banque centrale" lors des prochains jours, certaines déclarations étant susceptibles de faire évoluer les anticipations quant au calendrier de la Fed. Dans ce contexte, sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à échéance dix ans évoluait vers 20H25 GMT autour de 4,13%, contre 4,10% la veille en clôture. Côté entreprises, Microsoft (+1,86% à 517,93 dollars) a été re-

cherché après avoir annoncé que les prix de ses consoles Xbox augmenteraient à partir de début octobre en raison des "changements dans l'environnement macroéconomique". Le groupe américain de livraison de colis Fedex (+2,32% à 231,75 dollars) a profité de résultats supérieurs aux attentes pour le premier trimestre de son exercice décalé. Le groupe spécialisé dans les services aux entreprises (conseil et informatique) Cognizant (-4,73% à 66,94 dollars) a été boudé après l'annonce par la Maison Blanche de la mise en place de frais de 100.000 dollars pour des visas de travail très utilisés dans la tech.

2,4 MILLIARDS DE DOLLARS D'ARRIÉRÉS PARCE QUE TRUMP NE PAIE PLUS

Asphyxiée financièrement, l'ONU supprime 20% de ses effectifs et tranche dans l'aide humanitaire

L'Organisation des nations unies est à court de liquidités. Ses principaux contributeurs, les États-Unis et la Chine, sont devenus de mauvais payeurs. Résultat: 2.700 postes supprimés l'an prochain et une réduction de l'aide humanitaire à l'échelle mondiale.

C'est du jamais vu depuis sa création en 1945: l'Organisation des nations unies, dont l'Assemblée Générale se tient jusqu'au 28 septembre, annonce un plan d'austérité drastique. L'ONU est asphyxiée financièrement et son secrétaire général, António Guterres, a décidé de serrer la vis l'année prochaine. Dans le détail, le budget annuel de l'organisation baisse de 15%, à 527 millions pour 2026. Avec comme conséquence directe, la suppression de 2.700 postes, près de 20% des effectifs. António Guterres prévoit aussi de relocaliser des bureaux et des postes de New York et Genève vers des villes moins chères, comme Nairobi. Des fermetures de bureaux et la consolidation de certains

services sont aussi à l'étude. Cette cure d'austérité d'une ampleur jamais vue depuis 1945 s'explique par plusieurs facteurs. L'ONU traverse une crise de liquidités. Pour 2025, elle avait besoin de 3,5 milliards de dollars. Mais à la mi-mai, seulement 1,8 milliard étaient arrivés dans ses caisses. Et au-delà de 2025, ce sont les arriérés de paiement qui s'accumulent... fin avril l'ONU avait 2,4 milliards d'arriérés. L'ONU est en détresse car ses principaux contributeurs ne paient pas leur part. En tête, les États-Unis, premiers contributeurs avec 22% du budget, n'ont pas versé un centime depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, soit 1,5 milliard de manque à gagner. La Chine, deuxième contribu-

teur, paie au compte-goutte. Elle a versé ses 597 millions seulement fin décembre dernier. Résultat, pour le maintien de la paix, qui est une des trois missions de l'ONU, le trou atteint désormais 2,7 milliards. Conséquence, c'est l'aide humanitaire qui est sacrifiée. Le plan d'aide humanitaire mondial passe de 44 à 29 milliards de dollars pour l'an prochain. Au lieu de 180 millions de personnes secourues, seulement 114 millions pourront l'être. En Afghanistan, 400 centres de soins ont fermé, au Bangladesh, la lutte contre la tuberculose s'arrête... Le Programme alimentaire mondial voit, lui, ses financements chuter de 40%.

CANADA- MEXIQUE

Les deux pays veulent rendre leur accord commercial avec les États-Unis «plus équitable »

Les dirigeants des deux pays voisins des États-Unis ont tenu une conférence de presse affirmant leur volonté de renforcer leurs échanges économiques et de renégocier l'ACEUM, l'accord de libre-échange entre les trois pays. Le Canada et le Mexique ont défendu, jeudi 18 septembre, leur accord de libre-échange avec les États-Unis, tout en proposant de le rendre "plus équitable et plus efficace" lors de son réexamen prévu pour l'an prochain, face à la poussée protectionniste de Donald Trump. Lors d'une conférence de presse à Mexico aux côtés de la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, le Premier ministre canadien

Mark Carney a affirmé que son pays était "absolument déterminé à travailler avec (ses) deux partenaires". Claudia Sheinbaum s'est dite "optimiste" quant à l'avenir de l'accord ACEUM "non seulement par conviction mais parce que je crois que le traité commercial (...) va prévaloir".

Un accord avec les États-Unis "plus équitable"

L'accord, en place depuis 2020, doit être réexaminé par les trois pays l'année prochaine. Le président américain souhaite le renégocier en assurant des conditions plus favorables aux fabricants américains.

Donald Trump a déjà imposé des droits de douane sur certains produits provenant du Canada et du Mexique et ne relevant pas de l'ACEUM. Il a menacé ses voisins de nouvelles représailles s'ils ne parviennent pas à freiner la migration illégale et le trafic de drogue. L'ACEUM, qui a succédé à l'accord de libre-échange Alena, est crucial pour les économies du Mexique et du Canada, qui destinent respectivement environ 80% et 75% de leurs exportations aux États-Unis. "Nous sommes plus forts ensemble", a insisté Mark Carney.

ÉTRANGLÉS PAR LES DROITS DE DOUANE

Une centaine de petits patrons américains se réunissent devant la Cour suprême pour faire annuler les décisions de Trump

Des petits patrons de PME américaines s'attendent à fermer boutique s'ils n'obtiennent aucune exemption sur les droits de douane, alors que leurs fournisseurs en Asie sont taxés à 30, voir 50%. Une centaine de petits patrons américains se sont rassemblés, jeudi 18 septembre, devant la Cour suprême à Washington, pour plaider leur cause: les nouvelles taxes sur les produits importés menacent selon eux la survie de leurs PME. "Les droits de douane actuels rendent pratiquement impossible la poursuite de notre activité", a déploré devant la presse Michael Buechi, qui commercialise des pâtes de curry et des sauces en provenance de Thaïlande. Il ne passe plus de nouvelle commande depuis que les droits de

douane ont asséché ses marges et s'attendent à fermer boutique si rien ne change. Depuis son retour au pouvoir en janvier, le président Donald Trump a mis en place, en plusieurs vagues, de nouvelles surtaxes sur les produits entrant aux États-Unis. Celles-ci vont de 10 à 50%, selon les situations et les pays. Ces droits de douane sont contestés devant la justice, à l'initiative notamment de petites entreprises. Les grosses sociétés ont privilégié le lobbying auprès du gouvernement, pour obtenir des exemptions. En première instance et en appel, des juges ont estimé que Donald Trump n'avait pas le pouvoir de mettre en place des droits de douane non ciblés sans l'aval du Congrès. Ces jugements n'ont pas pour autant

suspendu ces taxes qui restent en place le temps que l'affaire soit tranchée par la Cour suprême. Celle-ci prévoit d'entendre les différentes parties le 5 novembre. A la tête d'une entreprise vendant des accessoires pour le voyage, Travis McMaster pensait bien faire en se fournissant de plus en plus en Inde, plutôt qu'en Chine, pour échapper aux tensions grandissantes entre Washington et Pékin. "Il faut croire que je me suis cru un peu trop malin", a déclaré le dirigeant de Cocoon USA. Depuis août, les États-Unis imposent 50% de droits de douane sur de nombreux produits fabriqués en Inde, soit plus que les 30% visant les importations chinoises.

JAPON

La banque centrale maintient ses taux inchangés

La Banque du Japon (BoJ) a maintenu vendredi ses taux d'intérêt inchangés en pointant un climat économique et commercial incertain, un statu quo attendu, mais a aussi lancé une nouvelle étape de son resserrement monétaire avec la cession de titres financiers qui gonflent son portefeuille. La banque centrale nipponne conserve son taux directeur à 0,5%, décision largement attendue par les analystes qui tablaient plutôt sur un relèvement dans les prochains mois. Pour contrer le retour de l'inflation, la BoJ avait entamé en mars 2024 une normalisation après une décennie de politique monétaire ultra-accommodante, commençant à relever ses taux longtemps restés nuls ou négatifs. Mais cette dynamique avait été suspendue après janvier dernier devant l'assombrissement de l'horizon économique sur fond de guerre commerciale et d'atonie de la croissance nipponne. Or, la conjoncture demeure maussade: "La croissance économique japonaise devrait ralentir, car les politiques commerciales et autres politiques conduisent à un ralentissement économique à l'international, faisant pression sur les bénéfices des entreprises" nipponnes notamment dans le secteur manufacturier, souligne la BoJ. Les exportations japonaises vers les États-Unis se voient appliquer une taxe douanière plancher de 15%, le secteur automobile, moteur de l'économie japonaise, souffrant particulièrement

ARGENTINE

Milei dénonce une "panique politique" conduisant à une pression des marchés financiers

Le président ultralibéral argentin Javier Milei a dénoncé vendredi une "panique politique", engendrant selon lui une pression des marchés financiers sur la monnaie argentine, le peso, en soutien duquel la Banque centrale a dû intervenir cette semaine. Il y a "une panique politique qui s'empare du marché et génère une énorme désorganisation en termes de risque pays", bien que l'Argentine soit un des rares pays au monde sans déficit budgétaire, a estimé Javier Milei dans un discours à la Bourse de Cordoba (nord), pointant du doigt "un comportement destructeur" de l'opposition de centre-gauche. La Banque centrale argentine a dû intervenir cette semaine pour la première fois depuis cinq mois et la levée partielle du contrôle des changes en avril, pour défendre le peso, qui a dévié ces derniers jours et débordé de la fourchette de flottement fixé par le gouvernement. Sa valeur s'établissait vendredi à 1.515 pesos argentins pour un dollar. Javier Milei traverse sa phase la plus délicate depuis le début de sa présidence en décembre 2023, avec un net revers subi début septembre dans une élection régionale importante, dans la province de Buenos Aires, qui était perçue comme test en vue des législatives de mi-mandat, fin octobre. "Le pire est passé" concernant l'austérité budgétaire, a-t-il assuré en présentant son budget lundi, affirmant de nouveau vendredi que "l'effort que nous venons de fournir durant ces quelque 20 mois en vaut la peine, il faut continuer".

Stellantis teste la batterie qui supprime chargeur et onduleur des voitures électriques

Le groupe Stellantis et Saft, une filiale de TotalEnergies, ont lancé les premiers tests routiers d'IBIS, une technologie qui intègre chargeur et onduleur directement dans la batterie. L'innovation, Française, pourrait transformer le véhicule électrique.

Une voiture électrique à la fois plus légère, plus puissante et qui se recharge plus vite tout en gagnant de l'espace de rangement, Stellantis et ses partenaires y travaillent et y croient. C'est la promesse d'IBIS, non pas la chaîne d'hôtels mais une technologie française (Intelligent Battery Integrated System) qui repense entièrement l'architecture des véhicules électriques. Le groupe automobile franchit d'ailleurs une étape majeure en ayant entamé les tests sur route, directement avec une Peugeot E-3008 équipée de ce système.

Une batterie intelligente qui intègre toutes les fonctions électriques

Pour comprendre la prouesse, il faut savoir qu'aujourd'hui, une voiture électrique embarque plusieurs « boîtiers » distincts. Il y a la batterie, qui stocke l'énergie ; l'onduleur, qui transforme le courant pour alimenter le moteur ; et le chargeur, qui convertit l'électricité du réseau pour remplir la batterie. Autant d'équipements lourds et encombrants qui mangent donc de l'espace précieux. IBIS bouleverse cette logique en concen-

trant toutes ces fonctions directement dans la batterie elle-même. Il n'y a donc plus besoin de composants séparés, puisque la batterie devient un système intelligent capable de gérer elle-même tous les flux électriques. Concrètement, elle peut alimenter le moteur, se recharger sur une borne, et même fournir du courant aux phares ou à la climatisation, le tout de manière optimisée. Six années de recherche ont été nécessaires pour aboutir au fonctionnement d'IBIS. Derrière le concept, on retrouve une équipe franco-française de 25 experts, pilotée par Stellantis et Saft, avec l'appui du CNRS et de l'Université Paris-Saclay. Ensemble, ils ont d'abord testé le concept sur des installations fixes depuis 2022, avant de passer au prototype mobile que nous découvrons aujourd'hui.

Charge, espace : des bénéfices qui se voient et se ressentent

Première bonne nouvelle, la voiture, une nouvelle Peugeot E-3008 en l'occurrence, gagne en performances. La puissance bondit de 150 à 172 kW (+15%) avec la même batterie, tandis que l'efficacité énergétique

progresses de 10% sur le cycle d'homologation WLTC. En clair, vous roulez plus loin avec la même charge. Mais c'est sur le plan pratique que la différence se ressent vraiment. Le véhicule s'alège de 40 kg, et Stellantis libère jusqu'à 17 litres d'espace ! Cette place récupérée peut servir à agrandir l'habitacle ou le coffre, un luxe rare sur les électriques actuelles. Et nous le disions, la recharge s'en trouve aussi accélérée. Comptez 6 heures au lieu de 7 sur une borne de 7 kW, avec 10% d'énergie économisée au passage. On peut aussi évoquer le risque de panne, trois fois plus faible avec un véhicule qui reste opérationnel en cas de défaillance du mobile, grâce au contournement de ce dernier. L'entretien devient également plus simple, sans tous ces composants séparés à surveiller. Et cerise sur le gâteau, les batteries usagées conservent mieux leur valeur pour une seconde vie dans d'autres applications. Cette technologie, qui est soutenue par le plan France 2030, vise à équiper les véhicules de série Stellantis d'ici 2030. Un vrai plus pour bousculer la concurrence internationale et repositionner l'Hexagone sur la carte de l'innovation automobile.

L'Union européenne veut un euro numérique totalement indépendant de Visa et Mastercard

L'euro numérique s'invite du côté des officiels européens. Ils souhaitent mettre en place un projet leur permettant d'échapper aux géants des paiements comme Visa. La question de l'euro numérique est présente au sein des institutions de l'UE depuis maintenant plusieurs années. L'idée est de prendre appui sur la nouvelle technologie des cryptomonnaies, dont les tokens s'échangent en masse sur les plateformes cryptos, pour créer une nouvelle monnaie, qui serait elle souveraine et gérée directement par Bruxelles. Et on se penche à nouveau sur le projet cette semaine.

Bruxelles s'attelle à nouveau sur la question de l'euro numérique

Ce vendredi, les ministres des Finances des pays de l'Union européenne vont essayer d'obtenir une vision commune pour la création future d'un euro numérique. Et l'idée maîtresse de cette rencontre est de pouvoir se passer à terme de la dépendance aux géants américains des paiements Visa et Mastercard. « Nous devons aller de l'avant avec notre propre système de paiement numérique afin de réduire notre dépendance vis-à-vis d'autres fournisseurs » a expliqué le ministre des Finances espagnol, Carlos Cuerpo, avant cette réunion organisée dans la capitale danoise Copenhague.

Vers une législation décidée l'an prochain ?

À l'heure actuelle, s'il y a un consensus sur cette idée, il reste encore un certain nombre de points sur lesquels les 27 doivent se mettre d'accord avant de pouvoir passer à une étape supérieure, qui sera une législation. L'objectif sera de pouvoir la faire voter durant le premier semestre 2026. « Il est important de renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe, afin de ne pas avoir à dépendre de systèmes de paiement étrangers, et de disposer d'un système de paiement européen, paneuropéen, adéquat » défend le commissaire européen à l'Économie, Valdis Dombrovskis. Une idée qui résonne d'autant plus à notre époque où les relations internationales semblent de plus en plus instables, et où il semble sage de compter de plus en plus d'abord sur ses propres forces.

Le terrible groupe de pirates Scattered Spider vient de subir un très gros revers

Deux membres du groupe cybercriminel Scattered Spider ont été interpellés cette semaine. Âgés de seulement 18 et 19 ans, ils auraient extorqué des dizaines de millions de dollars de rançons ces dernières années. L'état se resserre autour de Scattered Spider. Les autorités britanniques ont annoncé avoir arrêté deux individus, Thalha Jubair, 19 ans, et Owen Flowers, 18 ans, soupçonnés d'appartenir à ce collectif de hackers particulièrement virulent. Les arrestations surviennent alors que les intrusions du groupe de pirates spécialisé dans le ransomware auraient généré plus de 115 millions de dollars de revenus.

L'un des hackers arrêtés risque jusqu'à... 95 ans de prison !

La traque des membres du groupe Scattered Spider a été menée dans le cadre d'une enquête internatio-

nale, qui a mobilisé le FBI, la National Crime Agency britannique et plusieurs polices locales. Thalha Jubair, qui jonglait entre plusieurs identités numériques (« EarthtoStar », « Brad », « Austin », « @autistic »), a participé à 120 intrusions informatiques, orchestrées depuis mai 2022. Le jeune londonien encourt 95 années de prison. Les autorités lui reprochent tout un cocktail d'accusations. Il est accusé de fraude informatique, de blanchiment d'argent et de fraude électronique. Owen Flowers, originaire de Walsall, avait, lui, déjà été interpellé en septembre dernier dans le cadre de l'attaque d'août 2024 contre Transport for London, avant d'être libéré sous caution. En juillet 2024, les enquêteurs avaient récupéré 36 millions de dollars en cryptomonnaies, sur les serveurs de Thalha Jubair. Mais le hacker avait prévu le coup, puisqu'il avait transféré 8,4 millions

de dollars, un montant issu d'une victime, vers d'autres portefeuilles. Ajoutons à tout cela une accusation pour avoir refusé de livrer ses mots de passe aux autorités.

CrowdStrike salue un coup dur pour les ransomwares

Scattered Spider, connu aussi sous les noms Octo Tempest et UNC3944, excelle dans la tromperie à grande échelle. Leur méthode consiste à se faire passer au téléphone pour des employés IT, afin de soutirer des mots de passe, pirater les numéros de téléphone pour intercepter les codes de sécurité, ou envoyer de faux emails ultra-personnalisés. Ces techniques ont notamment permis d'infiltrer les tribunaux américains et le métro londonien, tandis qu'Owen Flowers s'attaquait en même temps aux hôpitaux américains SSM Health Care et Sutter Health. Le groupe est aussi der-

rière les attaques contre Electronic Arts, NVIDIA ou MGM Resorts, qui avait paralysé Las Vegas en 2023. « Les arrestations de membres de Scattered Spider portent un coup majeur à l'un des groupes cybercriminels les plus malveillants à l'œuvre aujourd'hui », réagit vendredi Adam Meyers, responsable des opérations contre les adversaires chez CrowdStrike. L'expert rappelle que le collectif sévissait à l'aide de « campagnes de ransomware assorties de chantage, toujours plus agressives ». Pour CrowdStrike, ces arrestations confirment l'efficacité de la coopération public-privé dans la lutte contre la cybercriminalité. « Lorsque les autorités et l'industrie cyber partagent du renseignement et agissent avec détermination, on peut mettre à mal des opérations qui causent des dégâts bien réels aux entreprises du monde entier », ajoute Adam Meyers.

Brèves

Nvidia acquiert Enfabrica pour 900 M\$

Après avoir investi massivement dans Intel, Nvidia aurait jeté son dévolu sur Enfabrica pour un montant de 900 M\$ en numéraire et en actions. Selon CNBC, ce montant permet au fournisseur de GPU de recruter les équipes de la société dirigée par Rochan Sankar. Fondée en 2020 par des ingénieurs de Broadcom, Google, Cisco, AWS et Intel avec le soutien de Sutter Hill Ventures, elle propose un silicium Accelerated Compute Fabric SuperNIC (ACF-S) s'appuyant sur le protocole CXL. Il est capable d'offrir une bande passante plus élevée, une plus grande résilience, une latence plus faible et un meilleur

contrôle par programmation aux opérateurs de centres de données qui exploitent l'IA et le HPC. La solution est concurrente des smartNICS de Nvidia nommés Bluefield. A noter que Nvidia avait déjà investi dans Enfabrica en 2024 lors d'une levée de fonds de 125 M\$.

Chrome dopé à l'IA agentique

Google a présenté un changement majeur de son navigateur et annoncé une salve d'évolutions avec tout d'abord l'arrivée de Gemini dans Chrome pour les utilisateurs Windows et Mac (iOS suivra), d'abord aux Etats-Unis. Des capacités agentiques

seront notamment ajoutées : "Vous indiquez à Gemini dans Chrome ce que vous souhaitez faire, et il agit à votre place sur les pages Web pendant que vous vous concentrez sur d'autres tâches. Vous pouvez l'arrêter à tout moment, vous gardez donc le contrôle", explique la firme de Mountain View. Des fonctions automatisées de comparatifs et de résumés de sites sont aussi proposée sans oublier une fonction de rappel de pages visitées dont l'utilisateur ne se souvient plus qu'il peut retrouver par prompt. Côté sécurité, le fournisseur assure également améliorer la protection de la navigation web avec Gemini Nano pour bloquer les sites de scamware ou proposant de faux cadeaux pour piéger les internautes.

APRÈS DES ANNÉES DE STAGNATION

L'autonomie du Tesla Model Y va faire un bond de 25%

Panasonic, fournisseur historique de batteries pour Tesla, a annoncé le développement d'une batterie de nouvelle génération, dépourvue d'anode au stade de fabrication, capable d'augmenter la capacité énergétique des véhicules électriques de 25%, ce qui se traduirait par environ 145 kilomètres supplémentaires d'autonomie pour un Tesla Model Y équipé d'un pack standard.

Panasonic, partenaire clé de Tesla, annonce le développement d'une batterie lithium-ion dite « sans anode » prévue pour la fin de l'année 2027. Cette innovation promet d'augmenter la capacité énergétique des voitures électriques de 25 %, soit environ 145 km d'autonomie supplémentaires pour un Tesla Model Y équipé du pack standard actuel. Mais cette batterie sans anode, comment ça fonctionne exactement ?

Une formation d'anode lors de la première charge

Dans les batteries classiques, l'anode est un composant essentiel, souvent fait de graphite qui sert d'électrode négative. Elle est présente dès la fabrication. La technologie « sans anode » de Panasonic diffère radicalement de ce schéma. En effet, l'anode n'est pas intégrée lors de la production mais se forme électrochimiquement lors de la première charge du véhicule.

Concrètement, au lieu d'avoir une anode déposée dès le départ, on commence avec un collecteur de courant nu (généralement en cuivre). Lors de la première charge, les ions lithium se déplacent de la cathode et se déposent sur ce collecteur, formant ainsi l'anode métallique en lithium. Cette formation tardive de l'anode



libère de l'espace dans la cellule pour intégrer plus de matériaux actifs dans la cathode, tels que le nickel, le cobalt et l'aluminium, ce qui augmente la capacité énergétique sans modifier la taille globale du pack.

Ce procédé permet aussi la réduction de matériaux coûteux comme le nickel, tout en promettant des gains en densité énergétique, poids et potentiel coût, bien que

la technologie nécessite des avancées en matière de sécurité pour éviter la formation de dendrites, ces excroissances métalliques qui peuvent provoquer des courts-circuits.

La nécessité d'innover pour rester compétitif

L'objectif de Panasonic est double : soit accroître l'autonomie des véhicules avec

des batteries de taille équivalente, soit produire des batteries plus légères et compactes garantissant la même autonomie, pouvant ainsi réduire les coûts ou optimiser les performances. Cette avancée pourrait bénéficier non seulement à Tesla, mais également à d'autres constructeurs japonais partenaires, comme Mazda ou Toyota.

Si ce projet ne sera opérationnel qu'en 2027, il est à prendre au sérieux, car l'annonce, faite par Shoichiro Watanabe, directeur technologique de Panasonic Energy, confirme la volonté du fabricant nippon à rester à la pointe du secteur, dans un contexte mondial de forte concurrence. En effet, il survient dans un contexte où Tesla perd du terrain face aux constructeurs chinois comme BYD, tant sur le plan de l'innovation que du volume. Et de son côté, la filière japonaise des batteries, longtemps dominée par Panasonic, doit affronter la montée en puissance de groupes coréens et chinois (LG, Samsung d'un côté, CATL et BYD de l'autre). Le groupe ayant d'ailleurs annoncé la suppression de 10 000 emplois. Pour rester compétitif, Panasonic mise sur cette nouvelle technologie ainsi que sur un partenariat renforcé avec Toyota dans le domaine des batteries solides, technologie attendue pour la fin de la décennie.

CE CONSTRUCTEUR TENTE DE CONCILIER GIGANTISME NUMÉRIQUE ET RETOUR DES BOUTONS PHYSIQUES

Jusqu'où les écrans géants vont-ils envahir nos habitacles ?



Alors qu'il se positionne déjà sur le haut du segment avec ses écrans massifs, Mercedes confirme l'arrivée d'un nouveau géant de 39,1 pouces dans son futur GLC électrique, tout en réaffirmant la nécessité des commandes physiques. Cette double approche, conjuguée à une stratégie logicielle et basée sur les remontées de données d'usage, espère offrir à la fois une expérience numérique immersive et une ergonomie adaptée à une clientèle plus diversifiée.

Depuis quelques années, l'industrie automobile peine à trancher entre révolution numérique et usages traditionnels. La firme à l'étoile en est d'ailleurs un bon exemple. Depuis le lancement spectaculaire de l'Hyperscreen du

luxueux EQS, un écran panoramique combinant trois dalles et couvrant quasiment toute la largeur du tableau de bord, Mercedes continue de repousser les limites du numérique embarqué... mais jusqu'à quand ?

Au Salon de Munich, en effet, la révélation du nouveau Mercedes GLC électrique a encore augmenté d'un cran cette technologie, avec un écran baptisé MBUX Hyperscreen. Cette dalle monobloc de 39,1 pouces (99,3 cm) est la plus grande jamais installée dans un véhicule de série par la marque. Cette gigantesque interface exploite une innovation de rétroéclairage composée de plus de 1 000 LED matricielles individuellement pilotables, permettant non seulement une excellente qualité

d'image, mais aussi une gestion fine des zones affichées et une personnalisation poussée de l'affichage.

Les écrans ne font pas tout

Selon les ingénieurs, il s'agit d'ailleurs d'un seuil maximal de taille, qui ne devrait plus être dépassé dans un futur proche. Cependant, face à cette explosion du numérique, Mercedes tente de concilier cette explosion du numérique avec la nécessité d'une ergonomie plus éprouvée, à travers un nouveau volant qui réintroduit une ribambelle de boutons physiques et de molettes rotatives. Matthias Gessen, membre du conseil d'administration Mercedes, insiste sur "l'importance de ne pas mettre de côté

les boutons physiques, car, selon lui, un grand écran ne suffit pas". Magnus Östberg, directeur des programmes logiciels, explique pour sa part que les données collectées dans leurs programmes démontrent un regain d'usage significatif des commandes mécaniques, notamment sur un certain segment d'âge, cœur de cible des acheteurs de la marque. "Nous avons réintroduit de vraies commandes, des boutons et des molettes sur le volant, car les clients souhaitent un équilibre entre numérique et mécanique." Et, de son côté, Gorden Wagener, patron du design Mercedes, affirme : "Nous avons poussé les limites du digital et nous savons que cet écran est presque une première étape. Mais, pour aller plus loin, il faut aussi une expérience tactile précise, instinctive, que seul le bouton traditionnel peut encore fournir." Trop de surfaces tactiles fatiguent, inquiètent, et ne répondent pas toujours aux attentes d'ergonomie. Pour Mercedes, doter ses véhicules d'une synergie équilibrée entre interfaces tactiles et boutons permet donc de s'adresser à une clientèle plus âgée, qui reste majoritaire chez la marque allemande, tout en avançant technologiquement avec les possibilités offertes par le MBUX Hyperscreen.

La Chine pousse pour toujours plus de tech

En effet, l'Hyperscreen fait appel à l'intelligence artificielle, avec une intégration profonde de systèmes issus de Microsoft et Google, qui sont déployés au sein de la dernière version de MB.OS, le logiciel qui fait tourner le système d'infodivertissement. Encore et toujours, l'enjeu est ici de proposer, grâce à des interactions vocales naturelles, une expérience qui s'adapte aux différents profils utilisateurs. Et ce point est en réalité tout aussi essentiel pour la marque, puisqu'il permet aussi de rassurer une clientèle chinoise férue d'assistants vocaux et d'interfaces numériques. Mercedes prévoit d'ailleurs que l'interaction vocale, déjà en forte croissance sur ses récents modèles, devienne une interface centrale au pilotage du véhicule dans ses prochaines générations. Difficile pour le moment de savoir si le constructeur fait ou non fausse route, mais ce qui est certain c'est que ce retour aux commandes physiques n'est pas unique. Skoda a depuis longtemps laissé tomber les touches à retour haptique sur ses volants, et Volkswagen a prôné lors du salon muni-chois un retour au bon sens, avec la présentation d'une nouvelle planche de bord sur la Polo électrique, qui laisse apparaître une rangée de commandes physiques. Une vraie rupture avec la précédente génération de voitures électriques de la marque, qui se voulait avant-gardiste en épurant au maximum ses habitacles.

Mots fléchés

Ils ne sont pas les payeurs		Père de Jason		Éléments reproducteurs des végétaux		Première page		Uniformisation		Malchance		Barbe de Jupiter	
Tristesses		Empêcher d'agir				Chanteuse française (Orvia)				Germandrée		Regret mélancolique	
	↳	↓				↓				↓		↓	
Pour nouveau	→			Chute des bois des services	→			Coucou	→				
Catastrophe naturelle				Outil pour les bourreliers				Argon					
	↳			↓				Femelle d'un équidé	→				
								Souffrant					
Conjonction de coordination	→		Reptile saurien	→						Petite sainte	→		
Grosses boîtes			Adverbe de quantité							Prénom de Ferré			
	↳		↓							↓			
						Planisphère		Hasard favorable ou défavorable	→				Terrain aménagé pour le sport
Préfecture de l'Aisne	→					Boisson fermentée	→				Initiales de lato sensu (au sens large)	→	
Uni par un accord											Adverbe de lieu		
	↳					Astate	→				↓		
								Au pied c'est un orteil	→				
Un allemand	→			Enduit	→			Pieu pour un supplice					
Lingue slave				Eminents							Malko Linge y travaille de temps en temps	→	
	↳			↓							Nid d'espions de la RDA		
						Terre entourée d'eau		Place quelqu'un sur une chaise	→		↓		
								Note de musique	↓				
Note de musique	→		Produit sucré. Le premier 'Kohen Gadol' des hébreux	→								Vieille armée	Issues de
Etat du peuple juif			↓									↓	↓
	↳					Habitante d'une préfecture normande		Grosse mouche	→				
								Percerette					Attente
Petit de la chèvre		Surfaces agraires	Plante de la famille des palmiers	→									
	↳	↓	Brandes					Fixée	→				
			↓										
						Habiles	→						
Excrément	→												
Basanée								Indium	→		Américium	Sur une plaque espagnole	→
	↳										Distance chinoise		
						Grand fleuve africain	→			Aluminium	↓		Déambula
						Bois odoriférant				Il définit et régit les règles du rugby à XV			
Célèbre psychiatre français	→		Devant le commissaire	→		↓		Fin policie	→				↓
Il est à l'origine d'une des 12 tribus d'Israël			Antonio Chef éthiopien					Possessif					
	↳		↓					↓					
						Rayon lumineux	→				Possédés	Soleil divin	→
												Système de freinage	
S'incliné		Examine de nouveau	→								↓	↓	
	↳	Baryum						Ancienne province française	→				
								Erbium					
	↳	↓						↓					
						Crochet de boucher	→			Versant exposé au nord	→		
Ville de la région Ombrie en Italie	→												
								Pays à cheval entre l'Asie et l'Europe	→				

Tebboune félicite le champion Djamel Sedjati pour sa médaille d'argent sur 800 m à Tokyo

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité le coureur Djamel Sedjati, après avoir remporté, samedi, la médaille d'argent du 800 m des Mondiaux d'athlétisme qui se déroulent à Tokyo. "Bravo à toi, notre champion Djamel Sedjati, pour cet exploit tant attendu aux Mondiaux d'athlétisme à Tokyo...Tu as honoré l'Algérie et l'emblème national...Plein succès pour la suite de ton parcours, avec l'aide d'Allah", a écrit le président de la République sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.



TUNISIE

Les exportations industrielles en légère hausse au premier semestre de 2025

Les exportations industrielles tunisiennes ont progressé de 1,9% au premier semestre 2025, par rapport à la même période de l'année dernière, atteignant 29,48 milliards de dinars (environ 10,2 milliards de dollars), a annoncé jeudi l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII). Selon la même source, les importations du secteur ont augmenté de 8%. Par branches, les exportations des industries mécaniques et métallurgiques ont progressé de 6,2%, tandis que leurs importations bondissaient de 14,5%. Les exportations textiles et habillement ont légèrement augmenté de 1%, pour des importations en hausse de 4%. En revanche, les exportations agroalimentaires ont reculé de 23,3%, avec des importations en baisse de 7%.

NEW YORK

Attaf signe l'accord relatif à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a procédé, samedi au siège des Nations unies, à la signature de "l'Accord relatif à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale" (BBNJ), et ce, à l'entame de sa visite à New York pour prendre part aux travaux du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies, indique un communiqué du ministère. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de la Secrétaire générale adjointe aux affaires légales et Conseillère juridique des Nations unies, Mme Elinor Hammarskjöld. Cet accord vise à "renforcer la protection de la biodiversité en haute mer et à en assurer une utilisation durable et rationnelle au profit de l'humanité tout entière", précise le communiqué.

THE GLOBAL ATTRACTIVENESS INDEX 2025

Classement 2025 des pays africains les plus attractifs pour les investisseurs étrangers

Les 38 pays africains couverts par « The Global Attractiveness Index 2025 » sont majoritairement classés en bas du tableau, en raison notamment de la faiblesse de leurs performances dans les domaines de l'efficacité du gouvernement, de l'innovation et du développement du capital humain. Maurice, l'Egypte et l'Algérie sont les pays africains les plus attractifs pour les multinationales et les investisseurs étrangers en 2025, selon un classement publié le dimanche 7 septembre 2025 par le cabinet italien de conseil et de services aux entreprises The European House – Ambrosetti (TEHA). Intitulé « The Global Attractiveness Index 2025 », ce classement évalue l'attractivité de 146 pays, qui représentent 98 % du produit intérieur brut mondial et 94 % de la population de la planète, en se basant sur une cinquantaine d'indicateurs clés de performance (Key Performance Indicator/KPI) issus de données récentes publiées par de nombreux organismes internationaux comme le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ces indicateurs comprennent notamment le flux des investissements directs étrangers, le niveau de développement humain,

le PIB par habitant, le ratio dette publique/PIB, le taux de chômage, le pourcentage de la population en âge de travailler par rapport à la population totale, l'efficacité du gouvernement, l'État de droit, le classement dans le programme international pour le suivi des acquis des élèves, l'égalité des genres, le taux des étudiants universitaires inscrits dans des filières STEM, le nombre de publications scientifiques et le niveau de développement des TIC. Les différents indicateurs sont répartis en quatre sous-indices : indice de positionnement, indice de dynamisme, indice de durabilité et indice des perspectives futures. Un score allant de 0 point (attractivité nulle) à 100 points (attractivité optimale) est attribué à chaque pays. Les pays étudiés sont classés en quatre catégories : pays très attractifs (score compris entre 80 et 100 points) ; pays assez attractifs (score compris entre 60 et 80 points) ; pays moyennement attractifs (score compris entre 30 et 60 points) ; pays peu attractifs (score compris entre 0 et 30 points). Leader en matière d'attractivité à l'échelle africaine, l'île Maurice arrive au 76^e rang à l'échelle mondiale avec un score de 30,4 points. Cet État insulaire de l'océan Indien affiche de bonnes performances dans le sous-indice « dynamisme » qui mesure l'ouverture des économies sur l'extérieur,

l'efficacité des politiques publiques, les capacités d'innovation et le développement du capital humain. L'Egypte (78^e rang mondial) occupe le deuxième rang au plan continental, ex-aequo avec l'Algérie (score de 30 points). Ces trois pays sont les seules économies du continent à figurer dans la catégorie « pays moyennement attractifs ». Viennent ensuite le Maroc (85^e rang mondial), la Côte d'Ivoire (89^e), le Botswana (93^e), l'Afrique du Sud (96^e), le Sénégal (97^e), le Rwanda (99^e), alors que les Seychelles (100^e) ferment le Top 10 africain. Globalement, les pays africains étudiés sont classés en bas du tableau, en raison notamment de leurs faibles performances dans les domaines de l'efficacité du gouvernement, de l'innovation et du développement du capital humain. A l'échelle mondiale, les États-Unis restent le pays le plus attractif pour les multinationales et les investisseurs étrangers, avec un score de 100 points, suivis de la Chine (87,7 points), de l'Allemagne (81,4 points), de Singapour (80,9 points) et du Japon (78,8 points). Au total, quatre pays figurent dans la catégorie « pays très attractifs », 12 pays sont classés comme ayant une bonne attractivité, alors que 63 pays affichent une attractivité moyenne et 67 sont considérés comme ayant une faible attractivité.

Agence

APN

L'Algérie rejoint officiellement l'AIPA en tant qu'unique membre observateur

L'Algérie a officiellement rejoint l'Assemblée interparlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA), en tant qu'unique membre observateur, ce qui constitue une importante réalisation pour la diplomatie parlementaire, s'inscrivant dans la dynamique

de la diplomatie algérienne, sous l'impulsion du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique samedi un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). Cette adhésion a été officialisée samedi lors d'une cérémonie tenue à Kuala Lumpur (Malaisie), en

marge de la session annuelle de cette organisation parlementaire de poids, précise la même source. Une délégation de l'APN, conduite par le vice-président de l'Assemblée, Mondher Boudène, en sa qualité de représentant du président de l'APN, Ibrahim Boughali, a pris part à

cette cérémonie, ainsi que l'ambassadeur d'Algérie en Malaisie, Abdelhafid Bounour. La levée du drapeau national, marquant un moment symbolique de cette adhésion, souligne la présence officielle de l'Algérie dans cet espace parlementaire international.

CHINE

Une ville du sud du pays signale plus de 1.700 cas de fièvre Chikungunya

Les autorités de Jiangmen, une ville de la province chinoise du Guangdong (sud), ont signalé vendredi 1.714 cas de fièvre Chikungunya, une maladie virale transmise par les moustiques, ce qui a conduit au lancement d'une intervention

d'urgence en matière de santé publique, indique l'agence de presse chinoise Chine nouvelle. Tous les cas signalés jusqu'à présent étaient bénins, sans cas graves ou mortels, ont déclaré les autorités lors d'une

conférence de presse samedi. Vendredi, le gouvernement municipal a décidé de déclencher une intervention d'urgence de niveau III en matière de santé publique compte tenu de la situation actuelle à Jiangmen. La fièvre Chikungunya est une

maladie infectieuse aiguë causée par le virus Chikungunya, dont les symptômes cliniques sont notamment la fièvre, des éruptions cutanées et des douleurs articulaires. Ce virus se transmet à l'homme par les piqûres de moustiques infectés.

EUROPE

Plusieurs grands aéroports perturbés par une cyberattaque

Plusieurs grands aéroports européens, dont ceux de Bruxelles, Heathrow à Londres, et Berlin, sont perturbés samedi en raison d'un incident "cyber" affectant un logiciel fourni par la société Collins Aerospace, a indiqué cette société. "Nous sommes informés d'une perturbation d'origine cyber sur notre logiciel MUSE dans plusieurs aéroports", a

indiqué l'entreprise, ajoutant que l'impact "se limite à l'enregistrement électronique des clients et au dépôt des bagages". Sur son site internet, l'aéroport de Bruxelles a précisé que cette "cyberattaque" s'était produite "vendredi soir". "Cela a eu des conséquences importantes sur le programme de vols et entraînera malheureusement des retard et des annulations", se-

lon le communiqué de l'aéroport de Bruxelles où l'enregistrement et l'embarquement se font actuellement de manière manuelle. A Londres, l'aéroport de Heathrow, principal aéroport international de la capitale, a également indiqué être concerné par ces perturbations, qui "pourraient entraîner des retards au départ". Il conseille aux passagers de vérifier

la situation de leur vol avec leur compagnie aérienne et de venir très en avance pour avoir le temps d'effectuer les formalités d'enregistrement. Sur son site internet, l'aéroport de Berlin indique aussi être touché par ce "problème technique chez un fournisseur". Collins Aerospace dit travailler à résoudre l'incident "aussi vite que possible".